HISTORIA magazine

⑥

Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 199 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



1830-1945 : L'ÉPOPÉE ALGÉRIENNE

Alphonse Juin : symbole de la réussite d'un pied-noir. Le fils d'un gendarme de Bône devint maréchal de France.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*

Services techniques :
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Holmès-Lebel.



UNE TERRE ET DES HOMMES

Jacques KOHLMANN

QUAND la rébellion éclate, il y a exactement cent vingt-cinq ans que le roi Charles X a décidé d'envoyer ce qu'il appela l' « expédition chrétienne en Méditerranée », pour un débarquement « punitif » sous les murs de Hussein pacha, dey d'Alger.

La rivalité franco-anglaise et les intrigues aux mille ramifications des consortiums juifs algériens tenus par les « rois d'Alger », Bacri et Busnach, avaient accentué l'évolution de la querelle entre Hussein et la France. Le coup de chasse-mouches du dey, irascible personnage, sur la joue de notre consul dans la Régence, Deval, le 30 avril 1827, et le bombardement, en juillet 1829, de la Provence, *qui, sous pavillon parlementaire, portait l'amiral de La Bretonnière, venu pour tenter auprès de Hussein Pacha une suprême démarche de réconciliation, rendaient la guerre inévitable.*

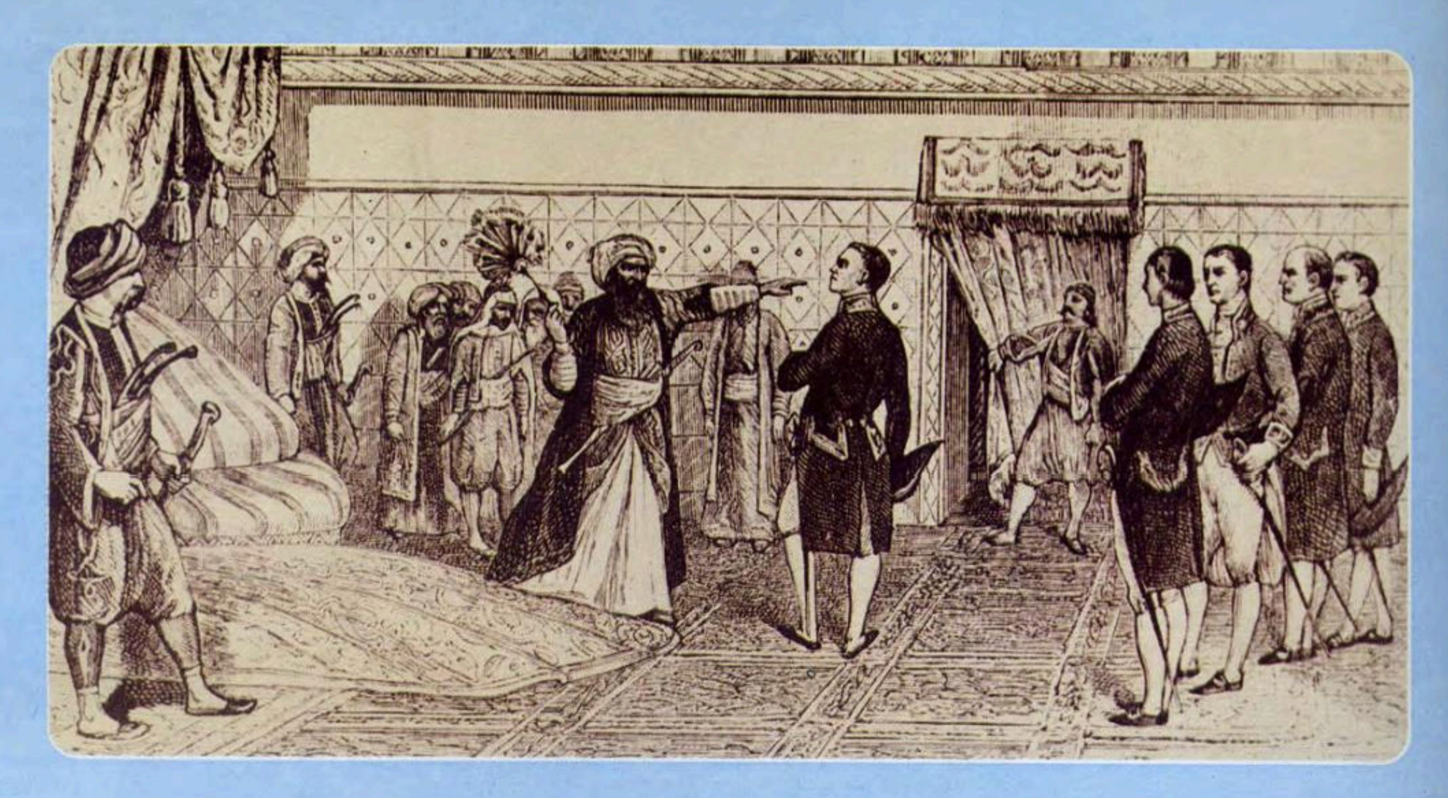
Le 14 juin 1830, l'armée française, aux ordres du Maréchal de Bourmont, débarque à Sidi-Ferruch et, le 5 juillet, tambour battant, elle s'empare d'Alger.

Après les combats et la victoire étendue à tout le territoire, commencent — déjà ! — la pacification et la colonisation, d'où sortira un peuple neuf, celui des « pieds-noirs », déportés politiques ou exilés de la misère. Ils bâtissent leurs fermes, leurs villages, leurs cités ; bref, l'Algérie, qu'on croyait provisoire, devient définitive et française ! Longue route des pionniers, semée d'erreurs politiques inhérentes à l'ambiguïté d'une situation que la France ne contrôle jamais qu'à une distance de 800 kilomètres.

Dans le grand conflit qui ravagera le monde en 1940, la défaite désastreuse de la France porte un coup fatal à son prestige dans ses possessions d'outre-mer. Et paradoxalement, c'est en Afrique du Nord, après le débarquement des Alliés, que se reforge l'arme dont le pays a besoin pour jouer sa carte au moment de l'armistice. Cette arme, c'est l'armée d'Afrique. Celle qui chante C'est nous les Africains, qui arrivons de loin. *Une extraordinaire armée au patriotisme inaltérable, qui mêle dans ses rangs pieds-noirs et musulmans et dont les cadres réunissent les plus grands noms militaires de l'époque : Weygand, de Lattre, Béthouart, Juin, Guillaume...*

Par eux, la France sera victorieuse, de l'Italie au Rhin et du Rhin au Danube. Armée au destin précaire, cependant, car elle va disparaître avec l'empire, dont elle était la sentinelle. J. K.

SOMMAIRE N° 199



Collection particulière

Le 30 avril 1827, le dey d'Alger frappe notre consul d'un revers de son chasse-mouches. En juillet 1829, ses canons bombardent la *Provence* dans le port d'Alger.

BACRI-BUSNACH ROIS D'ALGER

LONGTEMPS je m'ai cru descendant de la noble famille des Condé. Tout ça pasque mon grand-père y disait toujours qu'à l'époque, dans l'ancien temps, c'est une arrière-arrière-arrière-aïeule qui m'a fait Condé...

Et puis quand j'ai plus voulu croire mon grand-père (y disait que la devise noble des Bacri c'était : « Les hauts cris s'envolent, les Bacri restent ») et que je

◄ Le 25 mai 1830, Charles X lance en Méditerranée l'« expédition chrétienne » approuvée par toutes les puissances d'Europe, l'Angleterre exceptée. Il pense ainsi apporter un dérivatif au mécontentement intérieur et redorer son blason politique.

Alger 1830. ► El-Djezaïr, possession turque où règne un dey et bastion des pirates barbaresques. La province a d'autres ressources ; depuis le XVIe siècle, elle commerce avec la France, qui la garde dans sa zone d'influence en Méditerranée.

Dubout/B.N.

le dey et deux "Rothschild" méditerranéens

m'ai tapé les recherches sérieuses, généalogiques et tout, sur qui je tombe ?

Sur un Jacob Bacri, qu'en 1795 il avait été recommandé comme spécialiste d'import-export par Sidi Hassan, le dey turc d'Alger, au Comité de salut public de la Convention (en pleine Révolution française de 89) pour régler une affaire de blé entortillée comme tout.

En gros, oilà !

En 1770, un Michel Cohen Bacri, dit Ben Zahot, y s'était associé, soi-disant commerce agréabe, avec un nommé Neftali Bou Djemah, dit Busnach.

Les deux, c'étaient des juifs d'Espagne, rapatriés à Livourne à cause des événements antisémites, et de Livourne, en Italie, y z'étaient venus pour affaires à Alger, où y s'étaient installés.

Les affaires, elles avaient tellement bien marché que tout le monde, à l'époque, y les appelait, c'est bien simple, « les rois d'Alger ».

Le dey turc d'Alger, y se tuait de rage, mais les affaires, c'est les affaires ; les Bacri, c'étaient des sortes de Rothschild méditerranéens, y z'étaient tellement à leur affaire qu'y s'occupaient même des affaires étrangères d'Algérie, c'est ça le système dey !...

Donc, les Bacri de ma famille, à Alger, c'étaient les rois !

(Avec les Busnach, bien sûr, mais on va plus en parler, d'abord pasque dans l'histoire de France on parle plutôt de Jacob Bacri, il est le pluss en vue et ensuite, pasque comme je suis un Bacri, c'est normal que je parle des Bacri ; pour les Busnach, eh ben, si y a un descendant Busnach qui veut faire l'historien, il a qu'à s'en parler lui-même maintenant qu'on n'est plus associés, c'est vrai, quoi !)

Les Bacri, donc, en 1805 : les rois d'Alger.

Après, non, pasque les Turcs, jaloux, y z'ont fait eux aussi un progrom terribe. Y a eu des péripéties, des rebondissements, des anecdotes, un des frères, Joseph Bacri y retourne *in extremis* à Livourne, ouf ! l'aute frère, Jacob, y s'en sort en logeant chez lui M. de Bourmont, commandant en chef de l'armée française, mais ça c'était bien après, quand, en 1830, y avait eu le débarquement à Sidi-Ferruch ; mais n'anticipons pas.

Et pour en revenir, la situation, comment elle se présente en 1830 ?

L'Afrique du Nord, une sorte de maghrébin turc où le dey Hussein, ça commençait à le faire suer de voir que la France elle avait pas encore payé tout ce blé que les Bacri y z'avaient vendu pour lui en 1795.

Comme Bonaparte il était très bien avec les Bacri, même qu'un jour il avait invité à déjeuner Jacob Bacri (ce Jacob, il avait fréquenté le Tout-Paris, il avait même, ce salaud, entretenu la danseuse étoile de l'Opéra de Paris, et tout !), comme ce Jacob Bacri, donc, il était un important persona grata, le dey Hussein, qu'y bougeait pas de sa Casbah, il avait accepté volontiers que ça serait à lui que



▲ Débarquée le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch, l'armée française, commandée par Bourmont, repousse les troupes du dey à Staouéli et prend Alger.

Pierre Tètrel



Sidi-Ferruch. Avec le temps, ► rien ne subsiste de ce lointain débarquement, sinon une pierre commémorative.



Dubout/ B.N.

le gouvernement français y verserait les 14 millions d'anciens francs de l'époque.

Mais, en 1819, la créance, elle était toujours en souffrance ; c'est ça les dettes criardes !

Louis XVIII, pour en finir, y propose un forfait à l'amiable du genre gentleman agrément de 7 millions.

Allez, d'accord !

« Le temps y passe et fait mes rides », comme y dit le poète et, en 1826, le dey Hussein, il arrivait pas à se dérider, qu'y réclamait toujours son argent, à Charles X cette fois.

La France, elle haussait les épaules d'un ton agacé.



Elle avait tout versé à la Caisse des dépôts et consignations et la Caisse, elle attendait le jugement des tribunaux.

Pourquoi le jugement des tribunaux.

Pasque Jacob Bacri, tout de suite, malin, il avait converti sa créance sur l'Etat en emprunts. Ces emprunts, il les avait touchés et des tas de Bacri, de partout, y z'avaient fait opposition.

Donc, le dey Hussein, énervé comme tout...

Enfin bref, l'affaire elle était devenue tellement contentieuse que les experts, c'était de l'hébreu pour eux, y savaient plus si cette créance Bacri, c'était pour des sacs de blé ou pour des sacs d'embrouilles, c'était un règlement de comptes ou une dette de Turc...

D'ailleurs, y a eu un livre épais comme ça qui a paru à l'époque, *la Créance Bacri,* vous pouvez le consulter à la Bibliothèque nationale si vous êtes fort en comptabilité à partie double ou triple, si vous avez pas peur de vous mettre le « Doit » dans l'œil et l' « Avoir » dans le baba !

Moi, c'est à mettre à mon crédit, je nage complètement et pourtant, la vérité, les choses tout à l'heure, elles étaient très claires en moi. Mon arrière-grand-mère, qu'elle est morte à cent quatre ans, tous les journaux en ont parlé, elle m'avait bien expliqué que les Bacri y s'étaient fait rouler bien bien, et par la France et par le dey Hussein, et que c'est pour ça, c'est logique, que, fauchés comme les blés, depuis, on est plus dans la famille les rois d'Alger.

Mais restons historien.

Donc le dey Hussein, énervé comme tout, y jette en prison Jacob Bacri. Jacob le pauve, écœuré, et peut-être, allez sa'oir, torturé un peu, il avoue qu'obligé il a été de verser un pot-de-vin de deux millions de la main à la main au procureur et au consul de France.

La rabia qu'y se tenait, le dey !

Surtout que le roi de France y se plaignait sans arrêt que les pirates barbaresques y pillaient ses navires et y réclamait des punitions, des indemnités et tout, alors qu'à l'époque les bateaux turcs qui faisaient la course, c'était le commerce normal, aussi normal que maintenant quand les femmes elles vont faire les courses dans les magasins, qu'elles se font souvent pirater.

Tout ça pour dire que le climat entre la France et l'Algérie turque, y se détériorait que c'était un plaisir !

En avril 1827, le consul Pierre Deval il est chargé d'aller expliquer au dey Hussein que la France, marque dommage ! elle doit plus rien et qu'au contraire, c'est lui qu'y doit respecter le pavillon français.

Le consul, il était pas rassuré rassuré, hein, mais c'est ça la diplomatie. Y monte donc à cheval dans la Casbah, y passe des poternes avec des lanternes, des galeries, des fontaines mauresques, des cours, des antichambres pleines de coussins et de couvertures bariolées, il arrive enfin à une sorte de kiosque où le dey Hussein il attendait, assis à la turque, bien sûr.

La Bacriade ou la guerre d'Alger

Tous les salamalecs du sage y passent : ti'es mon frère, ti'es mon frère, que Dieu te bénisse, Allah y soit avec toi !

Et y z'entrent dans le vif du sujet, mais alors, on peut pas plus vif !

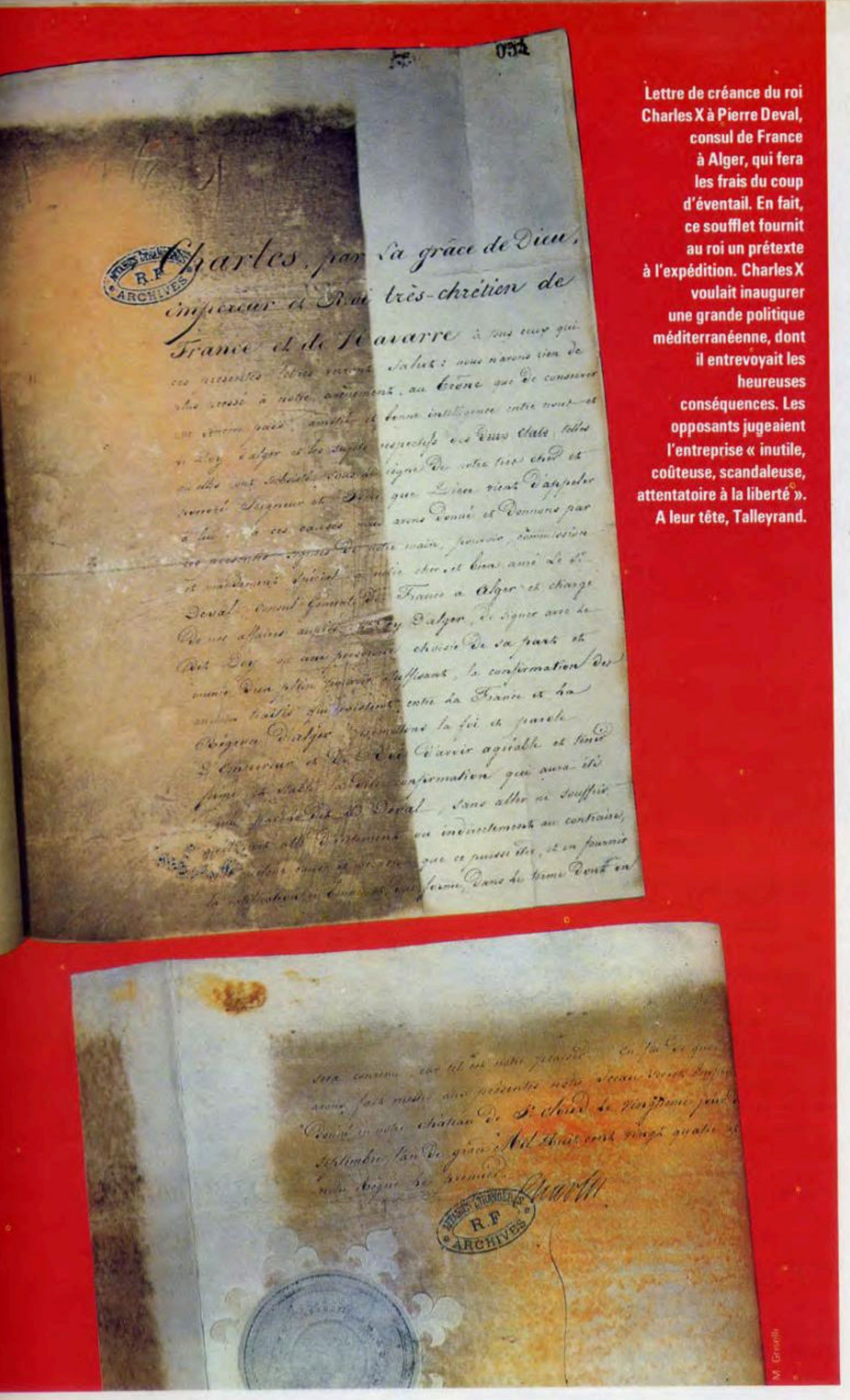
C'est que la conversation, elle s'est engagée en turc (Deval y le parlait très bien) et sans interprète.

Résultat, après coup, toutes les interprétations elles sont valables et allez sa'oir si c'est le dey qu'il a traité Deval de *caouette,* de *kafer* et de *youdi* ou si c'est Deval qu'il a crié haro sur le beau dey en l'insultant d'homme-qui-est-une-femme, de maquereau ou de juif !

Surtout qu'à Alger, des insultes comme ça, quelle importance ça a franchement ? C'est pareil qu'à Paris quand on se rencontre qu'on parle de la pluie et du soi-disant beau temps.

En tout cas là-bas, ça chauffait et tellement, que le dey Hussein, qu'il avait ▶




Charles, par la grâce de Dieu, empereur et Roi très-chrétien de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut :

R.F ARCHIVES

Lettre de créance du roi Charles X à Pierre Deval, consul de France à Alger, qui fera les frais du coup d'éventail. En fait, ce soufflet fournit au roi un prétexte à l'expédition. Charles X voulait inaugurer une grande politique méditerranéenne, dont il entrevoyait les heureuses conséquences. Les opposants jugeaient l'entreprise « inutile, coûteuse, scandaleuse, attentatoire à la liberté ». A leur tête, Talleyrand.

1830 : un coup d'éventail ; 1962 : du vent !

un éventail, eh ben, paf ! y donne un coup d'éventail au consul Deval sur la joue.

Deval, vexé, y part digne, y tape le rapport à Charles X, Charles X, il envoie les troupes françaises débarquer à Sidi-Ferruch, l'histoire de l'Algérie française elle commençait.

Comme nous, les Bacri, on est responsables de tout (sauf du rembarquement en 1962) l'image d'Epinal où on voit le débarquement à Sidi-Ferruch on l'a toujours à la maison au milieu des portraits de la famille.

C'est que c'est très important dans l'histoire de France, la preuve c'est qu'en 1831, 1832, des poètes marseillais, Barthélemy et Méry y z'ont fait paraître un hebdomadaire, *la Némésis*, qui a eu un succès terribe et où y avait *la Bacriade ou la guerre d'Alger,* une épopée héroï-comique, en cinq chants, à la Homère, où Jacob Bacri c'était la belle Hélène, le dey Hussein, que vouliez-vous qu'il fît contre Troie, etc.

A propos du coup d'éventail, un point à éclaicir : c'était un coup d'éventail ou un coup de chasse-mouches ?

Des historiens y disent que c'était un chasse-mouches avec une queue de cheval qu'y tenait, le dey Hussein, hypothèse séduisante pasque ça explique que c'est pasqu'il a pris la mouche qu'il a donné naturellement un coup de chasse-mouches !

D'autes historiens, comme moi, on penche pour le coup d'éventail pasque c'est plus logique, ça fait déduire toute la suite des événements : en 1830, la France elle reçoit un coup d'éventail, en 1962, la France elle fait du vent. H

Roland BACRI.

Note à benêt : Un vrai historien (pas un historien de rien comme moi), Charles-André Julien, comme il a su que je tapais les recherches historiques sérieuses sur l'affaire Bacri, y m'a écrit tel que :

« Mon cher Bacri, tu as touché en 1800 un premier acompte de 3 175 000 francs, puis un second de 1 200 000 francs grâce à l'intervention de ton ami Talleyrand. En 1819, le même boiteux t'a fait obtenir 7 millions par un vote des Chambres alors que tu avais tellement enflé tes créances qu'on aurait pu transiger pour 600 000 ou 700 000 francs. Tu as fait une admirable affaire et du même coup roulé le dey d'Alger qui était le seul créancier valable et qui n'a pas touché un sou. D'où le coup d'éventail. »

Comment qu'on aigrit l'Histoire, quand même !

Allez, admettons que les Bacri y z'aient « enflé » les créances, c'est bien simple, y a qu'à faire un calcul :

3 175 000 de premier acompte Talleyrand
+ 1 200 000 de deuxième acompte
+ 7 000 000 du vote des Chambres,
total, ça fait bien 11 375 0000 francs, hein ?

Alors ? Vous trouvez pas louche, vous, cette générosité du gouvernement français qu'y nous donne autant au bout de combien de temps, alors que soi-disant y pouvait transiger pour bien moins ?

Allez va, sans vouloir retourner le fer dans la plaie ou l'affaire dans le blé, y faut reconnaître que tout n'est pas clair dans cette affaire ; que Jacob Bacri, c'était sûrement pas un saint mais quand même, y faut pas l'accabler, hein ; tout ça c'est très mystérieux mais Jacob Bacri c'est pas l'homme au masque d'affaire ! Un blé boy, sans aucun doute.

R. B.

Roger Viollet

PRISE D'ALGER Le 5 juillet 1830, Alger tombe entre nos mains. En réalité, les troupes françaises n'attaquèrent pas par la mer, comme s'y attendaient les Algériens, mais elles prirent la ville par les hauteurs, jouant ainsi de la surprise de l'adversaire. Les troupes françaises entrent dans la ville un peu avant midi.

NAISSANCE D'UN PEUPLE



MAIRIE DE LYON.

Suite
DE LA DÉPÊCHE
TÉLÉGRAPHIQUE.
Du neuf Juillet mil huit cent trente,
RELATIVE
A LA PRISE D'ALGER.

1500 Canons de bronze,
12 Bâtimens de guerre,
Les Arsenaux de la guerre et de la marine,
Des approvisionnemens considérables d'Armes et de Munitions sont tombés en notre pouvoir.

Le Lieutenant-Général commandant la 19me Division militaire,
...AULTRE DE LAMOTTE.

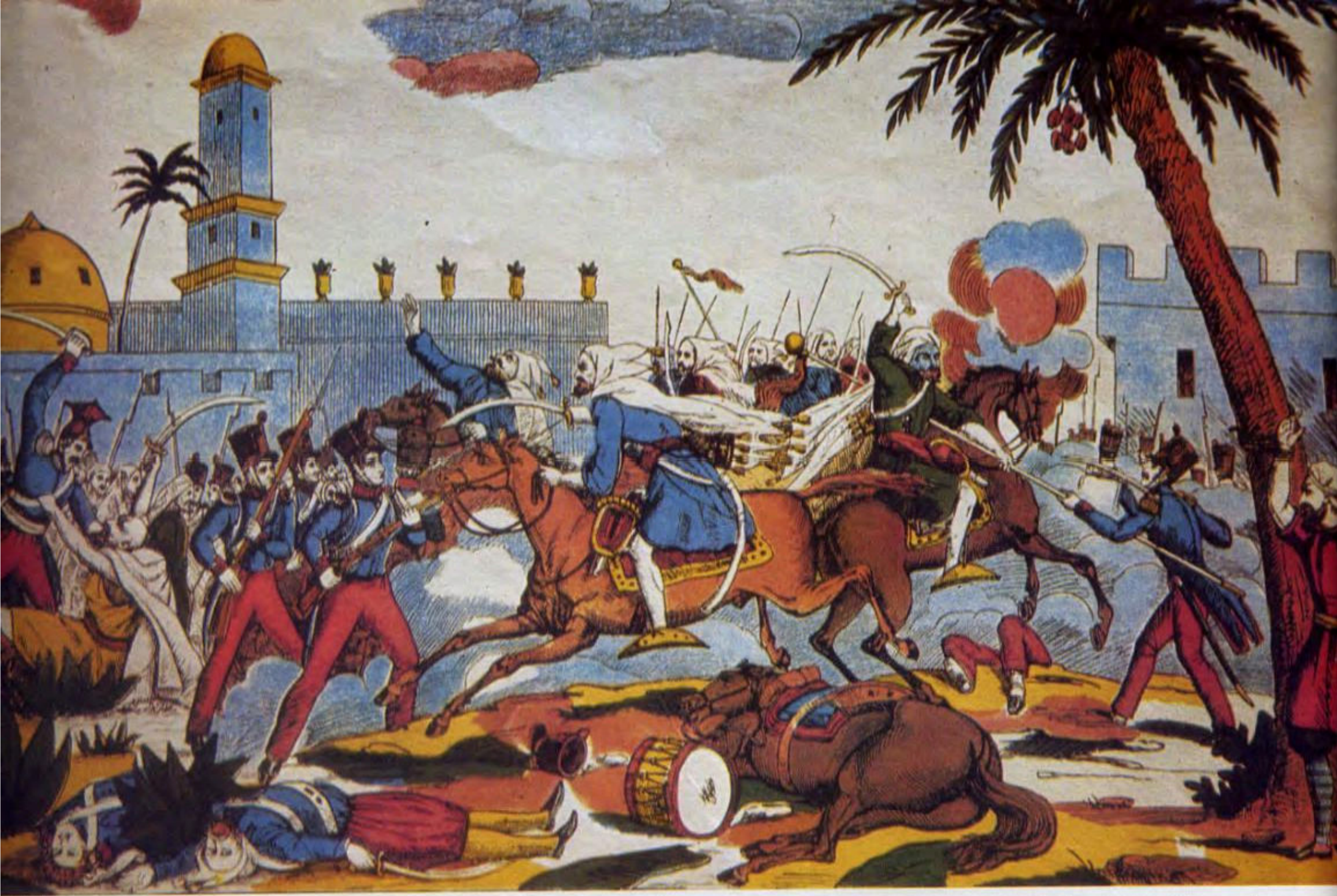
Roger Viollet

La dépêche proclamant la victoire de l'expédition donne le bilan des « prises de guerre » : 1 500 canons, 12 bâtiments de guerre, les arsenaux et des stocks d'armes. Le 10 juillet, au coucher du soleil, la frégate « Jeanne-d'Arc » quitta la rade d'Alger. Elle emmenait Hussein, ses 55 femmes, le personnel de sa maison, en tout 110 personnes. L'exil conduira le dey à Malte, Livourne, Naples, Paris, puis Alexandrie.

L'ÉTABLISSEMENT de la France en Algérie, puis en Afrique du Nord ne s'explique par aucun déterminisme géographique ou historique. La Méditerranée occidentale ne représentait pas pour les Français une *mare nostrum* et nulle *Reconquista* n'appelait impérieusement la France sur les rivages inhospitaliers du Maghreb. Le hasard de l'expédition de 1830, la décision improvisée, dès 1831, d'une occupation permanente, puis l'engrenage des opérations militaires aboutissant à la conquête progressive du pays, telles sont les causes de l'installation des Français en Algérie.

L'État arabe d'Abd el-Kader

Le sort du pays, jusque-là province lointaine de l'Empire ottoman et régence confiée aux deys élus par la milice turque, s'en trouva radicalement modifié. ▶



PRISE DE MASCARA Le 26 novembre 1835, expédition-éclair victorieuse à Mascara, sous les ordres de Clauzel. Le 5 décembre, le duc d'Orléans y fait son entrée. Nos troupes brûleront tout. De la cité d'Abd el-Kader il ne restera que quelques juifs, sous la protection de l'armée française.

L'Etat d'Alger, qui devait sa réputation guerrière à la petite caste militaire turque, se trouva remplacé, après l'échec de l'Etat arabe voulu par Abd el-Kader, par un Etat français d'Algérie.

D'abord colonie étroitement dépendante de la métropole, cette Algérie française devint progressivement de plus en plus autonome. Depuis les années 1898-1900, l'Algérie, théoriquement assimilée à la France, votait son propre budget et imposait presque tous ses choix politiques à la métropole. On pouvait parler d'un nouvel « Etat d'Alger », l'Algérie française, confié politiquement aux élus de la population européenne.

La conquête française fut d'une durée qui étonne aujourd'hui. Sans nier le courage et la volonté de résistance des populations algériennes, il faut bien dire que cette conquête, qui devait se poursuivre de 1830 à 1857 — voire jusqu'en 1871 — fut surtout prolongée du fait des premières incertitudes françaises. La monarchie de Juillet ne sut que faire à ses débuts de ce « legs onéreux de la Restauration » ni quelle politique adopter pour les « possessions françaises dans le nord de l'Afrique », qu'elle décida finalement de conserver en juillet 1834.

Mais tandis que la France s'en tenait à l'idée d'une « occupation restreinte » d'établissements maritimes, politique définie en 1835 et maintenue jusqu'en 1840, un Etat arabe s'édifiait sous la direction d'Abd el-Kader et un Etat turco-algérien se maintenait dans le Constantinois sous la direction du bey Ahmed. Certes, le général Clauzel voulut, dès 1836, faire triompher un système de domination absolue sur l'Algérie tout entière, mais son échec devant Constantine condamna cette politique. Le général Bugeaud reconnut même, par le traité de la Tafna (30 mai 1837), Abd el-Kader comme le souverain des deux tiers de l'Algérie, en espérant une coexistence pacifique avec les deux petits territoires réservés à la France : Alger avec une partie de la Mitidja, Oran et quelques points de la côte occidentale.

Bugeaud : l'homme de la guerre totale

Ce traité « inexplicable » n'était pas viable, mais il permit aux Français de porter leur effort contre Constantine et de dominer le Constantinois grâce à une intelligente politique de protectorat imaginée par le maréchal Valée. Ces progrès de la domination française rendaient inévitable la rupture de l'entente franco-arabe de 1837. Mais Abd el-Kader avait, lui aussi, profité de cette entente pour agrandir et fortifier son Etat fondé sur l'aristocratie religieuse des *Chorfas* (1).

Il fallut dès lors engager une lutte acharnée, avec de grands moyens, pour détruire d'abord l'Etat arabe, puis la résistance des tribus. Bugeaud, devenu l'homme de la guerre totale après avoir été l'homme de la paix, sut obtenir du long ministère Soult-Guizot, pendant sept ans, près de 100 000 hommes, soit environ le tiers de l'armée française de l'époque. Il pratiqua une guerre de mouvement fondée sur la dévastation systématique, mais, ce faisant, il multipliait ses ennemis. En 1843, Abd el-Kader avait perdu toutes ses villes et forteresses et Bugeaud proclama que la guerre sérieuse était finie. Elle rebondit, cependant, avec l'intervention marocaine de 1844 et avec des insurrections dirigées par les confréries religieuses dans les régions pacifiées. Abd el-Kader en profita pour revenir en Algérie et soulever de nouvelles tribus. Une nouvelle campagne de huit mois, menée par quatorze grosses colonnes, vint enfin à bout des insurrections. Abd el-Kader, se jugeant abandonné de Dieu, se rendit aux Français le 23 décembre 1847.

Seuls restaient encore insoumis les

(1) Chorfas : tribu arabe du Sud-Ouest oranais, d'environ 10 000 fusils. Elle vivait, à l'époque, essentiellement du pillage des caravanes.

Napoléon III souhaitait une Algérie où les communautés auraient des droits égaux

Roger-Viollet

COMBAT DE COUDIAT-ATY Les troupes de Damremont attaquent Constantine le 9 octobre 1837. La ville tombe le 13. Le général est tué par un boulet de la batterie de Coudiat-Aty, dès le premier jour.



◂ Bourgeoise juive de Constantine en tenue d'intérieur, au moment de la conquête.

massifs kabyles. Les expéditions, longtemps conduites sans plan d'ensemble, aboutirent enfin à une victoire décisive en 1857. Entre-temps, le Sud oranais et le Sud constantinois, à nouveau révoltés, furent pacifiés après les sièges de Zaatcha (1848), Laghouat (1852), Touggourt (1854). L'Algérie était désormais conquise, mais non soumise, comme devaient le montrer les nombreuses insurrections postérieures.

La conquête devait avoir pour corollaire la colonisation. L'idée prévalut très vite de faire de ce pays, pourtant habité par quelque trois millions d'âmes en 1830, une colonie de peuplement. C'est que la colonisation apparaissait comme le moyen le plus efficace de consolider la conquête. « La colonisation, déclarait Bugeaud en 1840, gardera la conquête. » Cette conviction devait prévaloir dans l'opinion française jusqu'au reflux de la colonisation rurale française, très perceptible à partir de 1930. Elle explique qu'en dépit de quelques initiatives contraires, toutes vouées à l'échec, le souci de favoriser la colonisation et les colons l'ait toujours emporté sur la politique indigène pendant plus d'un siècle.

Les premiers colons qui arrivèrent spontanément entre 1830 et 1840 échouèrent. Bugeaud voulut remplacer cette colonisation anarchique par une colonisation militaire ; ses projets furent rejetés et ses expériences moquées. Cependant, le comte Guyot organisa avec efficacité une colonisation civile dirigée par l'Etat. Elle était fondée sur la création de villages et la concession gratuite de lots individuels : tels furent les principes de la « colonisation officielle » auxquels tous les gouvernements restèrent attachés jusqu'en 1940.

Un million d'hectares mis à l'encan...

La colonisation officielle, à laquelle s'ajouta une colonisation libre moins importante, déclencha en Algérie une vague d'immigration européenne. En 1840, on comptait 25 000 civils européens installés dans le pays ; ils étaient 109 000 en 1847, 131 000 en 1851. Un peuple nouveau composé de Français, d'Espagnols, d'Italiens et de Maltais naissait en Algérie. A ses yeux, la colonie ne pouvait être dotée que des institutions libérales de la France : elle ne devait pas être dirigée sur place par des militaires, que les colons jugeaient trop enclins à tenir compte des intérêts de la population indigène. Cette politique coïncidait, en apparence, avec l'idée des républicains de faire de l'Algérie un simple prolongement de la France, mais les républicains pensaient aussi à une généreuse assimilation des musulmans.

Cette politique de francisation triompha une première fois en 1848, une seconde fois en 1858. Remise en cause par Napoléon III, qui songeait à un protectorat dans lequel Français et musulmans auraient eu des tâches différentes mais des droits égaux, elle devait l'emporter définitivement après 1870. Le triomphe politique des colons sur les militaires en 1870 leur assura la domination du pays et des populations musulmanes.

A partir de là, la colonisation rurale, qui voulait enraciner une population de paysans européens, se développa de manière très remarquable. De 1871 à 1900, 687 000 hectares furent concédés gratuitement par la colonisation officielle. Ces terres, l'Etat se les procurait par la mainmise sur les biens religieux, les *habous* publics, les confiscations sur les tribus, la revendication des terres dites forestières ou déclarées incultes ou sans maître. En faisant valoir ses « droits », l'Etat s'ad- ▸

querelles entre civils et militaires sur la politique algérienne

jugea ainsi 1 168 175 hectares de 1863 à 1871, puis, à nouveau, 957 000 hectares entre 1887 et 1899.

Des crédits importants permirent la création et le développement de quelque 700 villages de colonisation, ce qui modifia complètement la physionomie des campagnes algériennes.

La colonisation libre progressa parallèlement grâce aux lois de 1873 et 1887 qui, en brisant l'indivision chez les indigènes, favorisèrent la mise à l'encan de leurs propriétés. De 1871 à 1898, les colons purent ainsi acheter à bon compte environ un million d'hectares alors que, de 1830 à 1870, ils n'avaient acquis que 481 000 hectares.

L'effort combiné de ces deux modes de colonisation fut soutenu par l'afflux des capitaux publics, l'unité douanière et l'importation d'un outillage moderne. L'aménagement de routes et de ports, la construction de voies ferrées furent poursuivis avec constance ; en revanche, les travaux hydrauliques, qui auraient été pourtant essentiels, ne furent menés avec ampleur qu'après 1920.

Quand les pieds-noirs se déclaraient « Algériens »

L'agriculture fut régénérée et transformée par les colons européens. Les cultures traditionnelles, surtout celle du blé, connurent un fort accroissement. Des cultures nouvelles, comme celle de la vigne, devinrent l'objet d'un commerce essentiel mais orientèrent la colonisation vers les formes les plus spéculatives de l'agriculture. D'où la tendance à la concentration des petites propriétés et au développement des latifundia. Vouée de plus en plus aux cultures rémunératrices d'exportation, la colonisation rurale enrichissait l'Algérie européenne mais perdait toute justification coloniale : elle tarissait le peuplement français et concurrençait durement sur leur marché les productions métropolitaines.

La colonisation urbaine fut cependant toujours supérieure en nombre à la colonisation rurale. Les villes, centres administratifs, puis économiques, attirèrent, outre les nationaux, 200 000 immigrants environ de 1870 à 1900. En 1872, 60 % des 272 000 Européens étaient des citadins ; cette proportion passa à 65,4 % en 1906 et à 71,4 % en 1926, sur un total de 864 000 Européens. Or les villes, les petites surtout, furent le véritable



Alger, en 1914. A droite de la mosquée, la Chambre de commerce, imposante, à l'image du développement économique de l'Algérie, qui vient de découvrir un pactole : la vigne. Bientôt, les quais d'Alger se couvriront de fûts.



Pendant longtemps, au lendemain de la conquête, un seul navire reliait l'Algérie à la métropole. Encore ne faisait-il qu'un voyage par semaine uniquement. Puis l'Algérie eut « sa flotte ». Ici, le *Timgad,* en rade d'Alger.

melting pot (1) où se forma le peuple français d'Algérie.

Malgré la naturalisation des juifs algériens, le nombre des étrangers parut à plusieurs reprises l'emporter sur celui des Français. La loi du 26 juin 1889 imposa donc la citoyenneté française à tous les fils d'étrangers qui ne la refusaient pas : ce fut la naturalisation automatique. Ainsi fut acquise la prépondérance numérique de la nationalité française : en 1886, on comptait 219 000 Français et 211 000 étrangers ; en 1901, 364 000 Français (dont 72 000 naturalisés récents) et 189 000 étrangers.

Le « péril étranger », dénoncé par les politiciens locaux, fut cependant un phénomène historique moins important que la fusion progressive des Français et des « néo-Français ». A partir de 1896, le nombre des Européens nés en Algérie l'emporta sur celui des immigrés : un peuple nouveau, qui s'appelait lui-même « algérien », était né sur la terre d'Afrique.

Ce peuple crut un moment que son développement était entravé par les séquelles du « pacte colonial ». Il revendiqua âprement contre la France l'« Algérie libre » et la satisfaction de ses désirs économiques et politiques, notamment l'exclusion des juifs de la cité. Des

(1) Creuset.



L'Afrique du Nord devient à la mode. Après Daudet, Flaubert, Delacroix, entre autres touristes célèbres, c'est le flot des amateurs de ciel bleu et de vastes horizons. Aller « là-bas » est une aventure. On croit encore, en France, que l'Afrique, c'est celle de Tartarin, avec un lion derrière chaque pied d'aloès. Il arrive qu'on pousse jusqu'à Tunis.

fureurs antijuives provoquèrent une crise grave, qui fut en réalité une révolution manquée, entre 1898 et 1900. La protestation « algérianiste » ne s'apaisa que lorsque satisfaction eut été donnée aux demandes d'autonomie financière et de représentation politique dans un parlement local. Toutefois, les Européens d'Algérie continuèrent à se déclarer résolument « Algériens » à chaque tentative de la métropole pour restaurer son autorité, tandis qu'ils allaient s'affirmer au contraire Français lors des difficultés accrues qu'ils rencontrèrent dans leurs rapports avec les musulmans.

L'évolution ultérieure du peuple français d'Algérie ne peut en effet être séparée de celle du peuple arabo-berbère qu'il voulut longtemps ignorer. Puisqu'il s'est avéré, comme l'avait prophétisé Tocqueville, que « de notre manière de traiter les indigènes dépend surtout l'avenir de notre domination en Afrique », on comprend qu'il devient nécessaire d'évoquer les politiques pratiquées en Algérie à l'égard des musulmans algériens.

1871 : révolte de 800 000 musulmans

De 1840 à 1870, les militaires français imposèrent leurs vues. Or celles-ci furent incontestablement, dans leur paternalisme autoritaire, plus libérales d'intention que la politique pratiquée par les colons après 1870. Les officiers des bureaux arabes chargés d'administrer les tribus se montrèrent des gouvernants éclairés, soucieux du progrès et du mieux-être de leurs ressortissants. Ils s'acquirent d'ailleurs la reconnaissance des musulmans, qui ne cessèrent de regretter le « temps des militaires ».

L'hostilité des Européens d'Algérie contre les bureaux arabes, qui culmina dans les émeutes antimilitaristes de 1870, a longtemps abusé les historiens, trop prompts à dénoncer le « régime du sabre ». De nombreux travaux récents ont montré que les militaires pratiquèrent

le centenaire de 1830 : apogée de la colonisation et montée d

une politique de rapprochement qui réussit parfois à devenir une véritable politique d'association des communautés. A leur demande fut promulgué le sénatus-consulte de 1863 qui rendit impossible l'éviction massive des propriétaires indigènes que souhaitait la colonisation. Ce même sénatus-consulte proclamait que les musulmans algériens étaient français et pouvaient devenir citoyens sur leur demande. Tous les indigènes des villes reçurent en outre le droit électoral et une représentation spéciale. En 1869, les musulmans devaient en principe participer à l'élection des futurs députés de l'Algérie au collège unique.

Cette politique, vivement combattue par l'opposition républicaine et par le parti catholique en France, rejetée unanimement par les colons, fut définitivement stoppée en 1870. L'instauration du régime civil demandé par les colons provoqua toutefois, en 1871, la plus grave insurrection indigène que l'Algérie eût connue : quelque 800 000 musulmans se soulevèrent et furent écrasés après sept mois de combats.

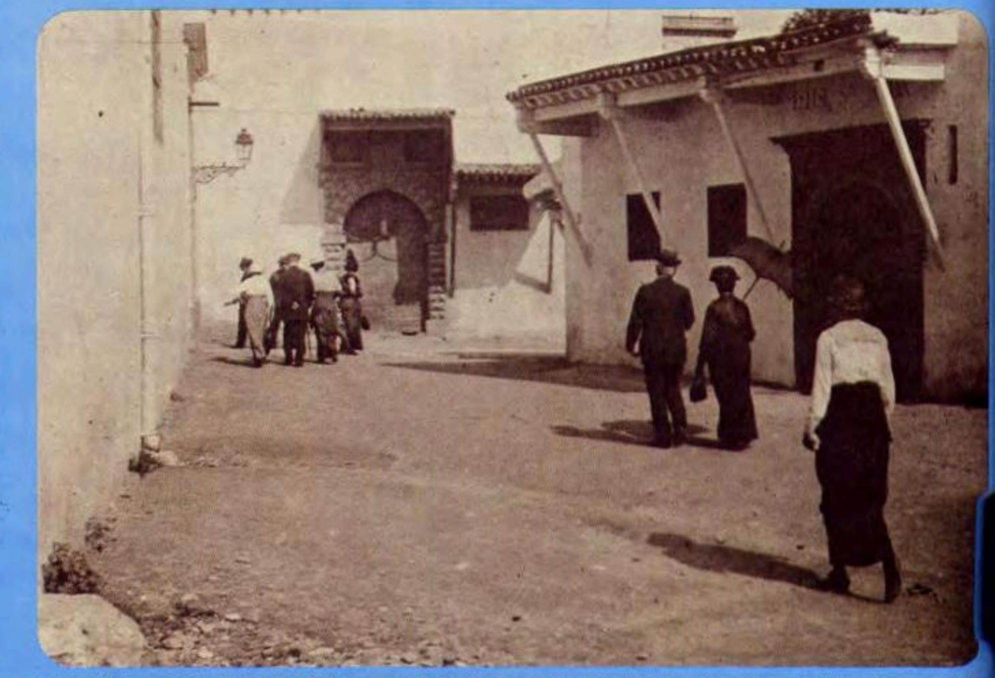
Viollette : droit de vote pour l'élite

Dès lors, les bureaux arabes furent supprimés et l'administration des tribus fut confiée à des civils ou aux maires européens. Une politique d'assujettissement fut mise en route, que symbolise le fameux Code de l'indigénat de 1881. Il ne fut plus question de considérer les musulmans comme des Français, du moins jusqu'au jour où leur fut imposé *le service militaire obligatoire* (1911). Les conseillers municipaux n'eurent plus le droit de participer à l'élection des maires et adjoints. Les chefs indigènes perdirent leurs commandements en devenant de simples « adjoints indigènes », les cadis-juges furent supprimés en Kabylie et se virent retirer, en 1886, dans toute l'Algérie, la connaissance des questions immobilières.

Cette politique, conjuguée avec les progrès de la colonisation, brisa la société musulmane. La décadence des grandes familles s'accéléra ; l'infime bourgeoisie des cités traditionnelles disparut plus vite encore. Dépourvue de ses cadres, détribalisée, la société algérienne s'émietta : « Il ne reste plus qu'une poussière d'hommes en face de l'autorité française », écrivit, en le déplorant, un gouverneur, Jules Cambon. La paysannerie arabe victime d'une dépossession foncière continue (les deux cinquièmes de ses terres cultivables) se paupérisait ; la régression de l'élevage, la ruine de l'artisanat allaient dans le même sens.

Toutefois, l'ère des grandes famines avait disparu depuis 1867-1868. Mais la pression démographique devait accélérer l'appauvrissement des masses indigènes. Les musulmans, qui étaient 2 600 000 en 1860 et 3 577 000 en 1890, devaient atteindre le chiffre de 5 000 000 après la fin de la première guerre mondiale.

Le surpeuplement des campagnes déclencha un processus d'urbanisation et d'émigration qui fut à l'origine du tournant le plus décisif de la société algérienne : alors que la scolarisation ne touchait encore que 5 % des enfants d'âge scolaire, une part importante de la population musulmane vivait désormais dans des villes, au contact des Européens, tandis que des centaines de milliers de soldats et de travailleurs algériens s'étaient rendus en France. Ayant par là découvert le monde moderne, le niveau de vie des populations métropolitaines,



La Casbah, en 1914, à la veille de la guerre. Les rues ne sont pas pavées. On s'y promène, le dimanche, en « explorateurs ». Sous l'auvent d'une maison mauresque, au-dessus d'une porte à colonnade, le nom d'*une église chrétienne*



Une « méharée », à la Belle Époque, celle de l'Algérie des calèches et du Sahara des ombrelles. On peut porter aussi le casque « colonial ». Les modes passeront, sans danger pour les Arabes à la silhouette immuable.

les musulmans commencèrent à perdre leur résignation et prirent conscience de leur situation inférieure.

A l'appel des premiers « Jeunes Algériens », dès les années 1912-1914, des revendications furent formulées, tandis qu'était rejetée la politique indigène des colons. Des réformes politiques et administratives furent étudiées à Paris mais, retardées par la première guerre mondiale et l'obstruction de l'administration algérienne, elles apparurent, en 1919, quand on voulut les appliquer, comme dérisoires... Pour satisfaire l'opinion des Français d'Algérie, on refusa aux « Jeunes Algériens » le droit d'être représentés au Parlement français. On accorda seulement à un plus grand nombre de musulmans le droit de participer aux élections locales. En créant ainsi des électeurs algériens, personne ne s'aperçut qu'on n'ouvrait la porte qu'à une citoyenneté algérienne. Le Parlement, qui n'avait pas osé admettre les Algériens qui le désiraient à cette date au sein de la cité française, venait de sceller le destin de l'Algérie.

En gouvernant, dans les années suivantes, selon les vues exclusives de l'Algérie européenne, la France apaisait les inquiétudes des colons mais elle perdait l'audience des « Jeunes Algériens ». Le gouverneur Viollette en fut bientôt convaincu mais lorsqu'il parla d'accorder à l'élite indigène le droit de voter avec les Français, les politiciens algériens obtinrent son rappel immédiat en novembre 1927.

La défaite de 1940 : commencement de la fin...

Viollette en appela à l'opinion française, affirmant dans son livre prophétique de 1931, *L'Algérie vivra-t-elle ?*, que si l'Algérie devait rester le fief exclusif des colons, elle serait, « dans vingt ans », perdue pour la France. Son appel ne fut pas compris, encore qu'il eût obtenu du gouvernement de Front populaire la promesse d'une extension des droits politiques à 21 000 Français musulmans : ce projet Blum-Viollette, qui souleva le tumulte dans l'Algérie française, ne put même pas venir en discussion. La IIIe République finissante avait renoncé, en fait, à gouverner l'Algérie.

L'élite algérienne prit peu à peu conscience que la politique d'assimilation — la grande pensée de la France — ne serait jamais appliquée en Algérie. De ce moment date la naissance d'un nationalisme algérien.

Dans les années 1920 à 1939, divers courants convergèrent pour susciter une idéologie nationale algérienne. Un mouvement, né en France dans le sillage du parti communiste, l'Etoile nord-africaine (1927), revendiqua le premier l'indépendance de l'Algérie musulmane et la révolution sociale. Il ne prit toutefois racine en Algérie qu'à partir de 1936, mais ses progrès furent alors foudroyants. Un mouvement de réforme religieuse s'affirma dès 1924 autour de quelques ulémas qui n'entendaient pas seulement rétablir la foi dans sa pureté, mais aussi arabiser l'Algérie menacée par la francisation. L'Association des ulémas réformateurs, par ses écoles, sa presse, sa prédication, convainquit bientôt de larges couches de la population musulmane; sa devise : « L'islam est notre religion, l'Algérie notre patrie, l'arabe notre langue », fut le credo d'une nouvelle génération.

Ainsi à l'heure même où, en 1930, la France célébrait sa réussite algérienne, la domination coloniale y était déjà largement contestée. Les désastres et les humiliations de la France pendant la seconde guerre mondiale allaient naturellement accélérer les progrès du nationalisme algérien, rendant sans effet des réformes opérées trop tardivement. H

Charles-Robert AGERON



Une rue de la basse Casbah, à Alger. Avec des échoppes qui n'ont pas changé de style et des piétons qui ne « datent » pas. Première guerre mondiale. Qui se doute alors du rôle que joueront plus tard ces ruelles dans le terrorisme ?



La société algéroise de 1914. Officiers, fonctionnaires, riches colons et caïds. Burnous, canotiers et casques coloniaux. Des personnages réunis, sur fond de palmiers, comme pour la mise en scène d'un film de René Clair.

AFFREVILLE : VILLAGE DE COLONS



Affreville. L'église Saint-Isidore et le kiosque à musique. Le cœur d'un village qui commença avec cinquante feux et, au bout de cent quatorze ans, devint la grande gare du blé du haut Chélif, à 140 km d'Alger.

Commençons par le pire. Par la fin. Le village français d'Affreville est mort en juillet 1962. Il avait cent quatorze ans. C'est jeune pour un village. Pour Affreville, c'était la pleine croissance. Nous partions en laissant derrière nous des chantiers silencieux, des projets anéantis, des dossiers inutiles. Portée par sa devise favorite : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre », la municipalité de ce village avait tellement entrepris, dans les dernières années, qu'elle s'était reprise à espérer. Jusqu'au bout, on tira les plans sur le cadastre. Si bien que, l'agonie venue, restaient encore à bâtir quatre nouveaux groupes de H.L.M., un aérodrome, une caserne, un hôtel des finances, une station de pompage, sept aqueducs, un pont à tablier en béton armé, encore un groupe scolaire et une église neuve. L'ancienne, née avec le village, avait reçu un rude contrecoup du tremblement de terre d'Orléansville, en septembre 1954. Peu de temps avant qu'une église ne serve plus de rien à Affreville, en 1960, le conseil municipal décide pourtant qu' « un avant-projet sera incessamment soumis par MM. les architectes Barrault et Di Martino (*un merveilleux tandem qui nous promet une belle réalisation*) ; les idées générales et maîtresses données par Mgr Duval, archevêque d'Alger, à la nouvelle équipe nous permettent de penser que toute diligence sera faite pour la pose de la première pierre, sous un avenir très rapproché ».

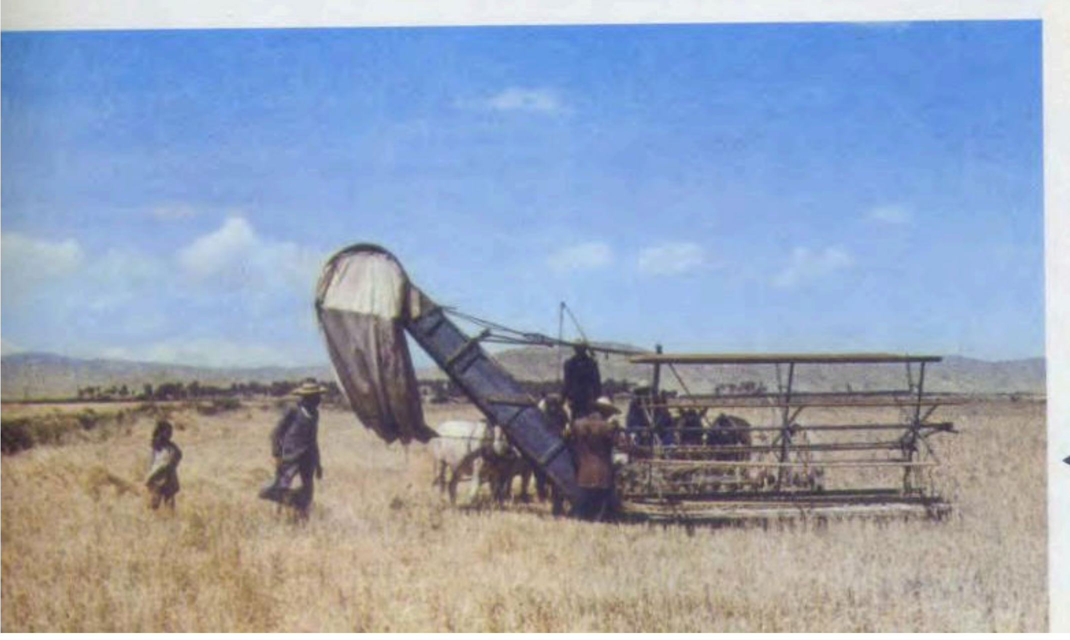
On ne posa jamais la première pierre. L'avenir d'Affreville tourna court dès la signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962. Comme l'armée leva le camp avec une avance notoire sur le calendrier, les rangs de la rébellion s'étoffèrent brusquement de tous les partisans de la dernière heure. Bref, en un mois, une vingtaine de Français sont enlevés, dont certains ont la gorge tranchée au fond des oueds. On perd la trace des autres. Dès lors, les gens d'Affreville se demandent à quoi peut bien rimer leur présence dans ce patelin du haut Chélif, entre Alger qui prenait le bateau et Oran qui se sabordait. Le village ferma donc ses portes, ses bistrots, ses boutiques, sa mairie, son église provisoire, son stade, sa piscine, ses écoles, les grilles du monument aux morts, le portail des docks-silos, le cinéma, la salle des fêtes. En définitive, resta, comme seul chrétien, la statue en bronze de Mgr Affre, inaugurée en grande pompe il n'y avait pas si longtemps et qui bénissait un silence dévasté. Voilà. C'était fini...

Alors, vinrent les premiers colons

Au commencement, il y eut les Romains. Le village s'appelait Malliana. A ne pas confondre avec Miliana, qui en ce temps-là portait le nom de Succhabar. Malliana. Un village de potiers fixés sur cette terre argileuse, ce qui expliquera que trois briqueteries aient pu s'installer à Affreville, au moment de l'ère française. Une tuile ronde, trouvée au village, révéla son origine romaine. Elle portait, gravés, les mots *forma imbricis* (type de tuile creuse).

Par la suite, des fouilles entreprises dans un dessein autre que d'archéologie, mirent brusquement au jour une pierre sur laquelle on lisait une inscription célébrant la victoire d'Ælius Ælianus, gouverneur de la province de Maurétanie césarienne, sur une tribu (déjà) rebelle de la chaîne des Babors à l'extrême limite du commandement d'Ælius Ælianus. Pourquoi ce monument dédicatoire, élevé à Malliana plutôt qu'à Cæsarea (nom romain de Cherchell) ? Peut-être rappelait-il aux légions romaines, qui passaient souvent par là, les combats glorieux d'Ælius...

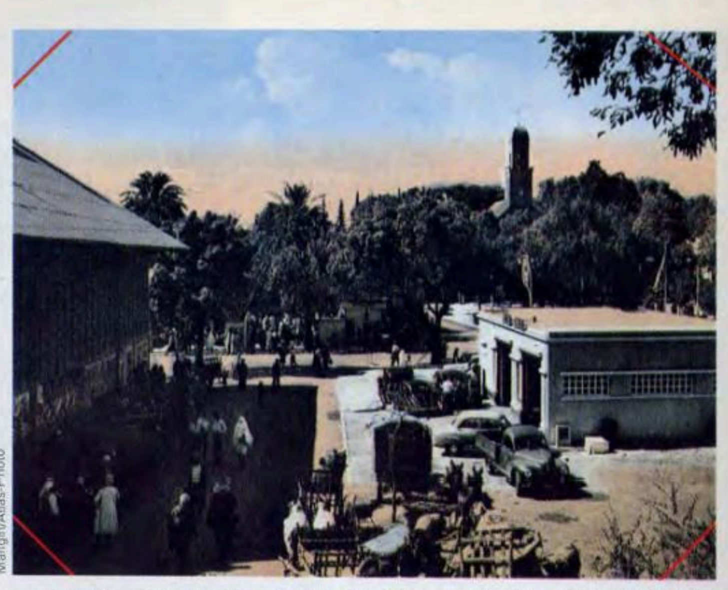
Puis, les Romains partis, Malliana s'effaça, au cours des siècles. Alors, vinrent les premiers Français.



◀ Le village vivait au rythme de la vie des colons, et les colons au rythme des récoltes, soumises à « la pluie du Seigneur », souvent rare.



Flanquant l'église, l'école de garçons et l'école de filles, où se retrouvaient chaque année plus nombreux les enfants des deux communautés d'Algérie.



Mangin/Atlas-Photo

On appelait aussi Affreville, El-Khemis. Cette ville (12 000 habitants en 1954) devait son nom à Mgr Denis-Auguste Affre, tué sur les barricades en 1848.

Tout commença par cinquante feux. Cinquante familles de colons originaires de Paris et que la France expédia là, en 1848, dans le cadre des fameuses colonies agricoles fondées par le général de Lamoricière, ministre de la Guerre dans le cabinet Cavaignac. Un coin de terre brûlée, à 141 km d'Alger. Ces premiers colons-là cultivèrent le mûrier, élevèrent des vers à soie, fondèrent une magnanerie, à mi-distance entre ce qui n'était pas encore Affreville et ce qui était déjà Miliana, ville arabe que l'armée avait soumise et où elle avait installé une petite garnison.

Le blé remplace les jujubiers

Le 14 novembre 1848, le gouvernement français décide de donner à ce hameau de cinquante feux, le nom d'Affreville. D'une plume fière, le premier maire, un certain Dr Méot, inscrivit sur les registres :

Ce nom perpétue la mémoire de Mgr Denis Affre, archevêque de Paris, mortellement blessé sur les barricades, où il était allé porter des paroles de paix, le 25 juin 1848.

En 1851, Napoléon III est au pouvoir. Sur ordre du gouvernement impérial, on installe à Affreville un camp de détenus politiques. Les quarante-huitards. On leur ménage comme travaux forcés, l'ouverture des routes de la plaine du haut Chélif, prise entre le mont Zaccar et les premiers contreforts de l'Ouarsenis. Alors commence seulement le terrible travail de défrichement entrepris par les colons. Là, il n'y a pas de marécages, comme dans la Mitidja, mais des terres couvertes d'immenses touffes de jujubiers épineux et de palmiers nains. Peu à peu, des fermes se construisent. Ces temps héroïques n'étaient pas si reculés qu'on n'en eût encore des échos, à Affreville. Une famille qui s'appelait Napoléon, débarqua, nantie d'une concession de 36 hectares, en bout de route, du côté de l'Ouarsenis. Le grand-père, qui vivait encore en 1958, avait dix ans, quand il arriva en carriole avec ses parents :

— Il n'y avait rien ! Trente-six hectares de broussailles ! Je me souviens que mon père et ma mère se laissèrent tomber sur un talus, avec leurs balluchons, et que ma mère se mit à pleurer de désespoir !

Dans cette plaine-là, les variations de température peuvent atteindre trente degrés par jour. En hiver, le thermomètre descend à 0 degré, souvent. En été, le mercure grimpe jusqu'à 47 degrés à l'ombre. Bien ! Le temps passe, le blé remplace les jujubiers et l'année 1872 donne lieu à des festivités particulières.

Un genre de village texan

Le 14 septembre, le village devient une commune de plein exercice. Bref, il devient majeur. Et le 1er mai 1872, le premier train Alger-Oran passe en gare d'Affreville. La gare n'est encore qu'une baraque en planches. Par la suite, on la construira dans le style de toutes les petites gares de province, en France. Et bien plus tard, quand Affreville sera la grande gare du blé, contrôlant toute la plaine, flanquée de docks-silos, les trains stopperont devant des bâtiments rappelant la Provence, avec un luxe de tuiles rondes et de fer forgé. Cette gare a décidé du destin du village. Elle en a fait le centre d'une région de culture de céréales et, en 1948, un siècle après sa fondation, les cinquante feux sont devenus 12 061 habitants, dont 2 082 européens, et 9 979 musulmans. Peut-être faut-il maintenant présenter ce village.

Le voyageur de passage pouvait le trouver laid. C'était un long village mille-pattes. Une immense rue principale, bordée de faux-poivriers, à l'ombre maigre, qu'on appelait rue d'Orléansville, alors qu'en fait on l'avait baptisée avenue Mgr-Affre. Mais comme elle menait à Orléansville... Sur cette longue rue venaient se brancher des ruelles, dont les unes, à bâbord, montaient jusqu'à la voie de chemin de fer, et dont les autres, à tribord, descendaient vers la plaine. C'était sans doute un village laid, mais terriblement actif, entreprenant, turbulent.

Un genre de village texan, avec autant de bistrots que pouvaient en souhaiter les buveurs d'anisette, et autant de cafés maures qu'en pouvaient espérer les joueurs de dominos.

Autant de temples qu'il y avait de cultes, c'est-à-dire, une mosquée, une synagogue, une église. Six écoles, un hôpital militaire, un centre de santé et une maternité. Un cours complémentaire, un cours secondaire et une école professionnelle agricole. Sept associations sportives, allant de l'O.A. (Olympique Affrevillois), pour le football, à l'A.S.B. (Association sportive des boulomanes) ; du S.C.A. (Sporting Club Affrevillois), pour le tennis, à la « Joyeuse Raquette » (ping-pong). On inaugura la piscine par des lâchers de ballons et un corso fleuri. Dans la presse, ce jour-là, les correspondants locaux des journaux d'Alger firent du style :

Sur le plongeoir de la splendide piscine, orgueil de la municipalité, va s'élever la montgolfière « Affreville », annonciatrice de la joie et de la gaieté qui dominèrent en maîtresses, les fêtes de la ville...

Nous reviendrons aux fêtes. Après les travaux. Affreville vivait au rythme des colons, dont le jour était le jeudi. C'était la journée des affaires. Les Arabes appelaient Affreville *K'hmis* (le jeudi) pour cette raison-là. Le jour des affaires et du marché aux fruits et aux légumes. Les

des G.I. qui prenaient les femmes au lasso

colons accouraient de tous les coins de la plaine. C'était le jour des banques, des achats de matériel, des commandes de bourrellerie, de ferronnerie, le jour faste des bistrots et des restaurants. Chose étrange, on pouvait voir, alors, le plus riche colon de la plaine arrêter sa Mercedes devant le café du « Coq-Glorieux » pour y déjeuner, sur un coin de table, d'un peu de pain et de charcuterie, avec un vieil Espagnol de son âge. L'un avait réussi, l'autre moins. Mais, entre les deux hommes, c'était un rite. Ils se retrouvaient le jeudi comme aux premiers jours de leur aventure.

Le rythme des colons, c'était le rythme des saisons. Dans ce patelin où la pluie était rare, on attendait la pluie à partir de janvier. Il arrivait que janvier passât à sec, et février, et mars. Année de mauvaises récoltes, cinq ou six quintaux à l'hectare. Année d'emprunts aux banques et de vaches maigres pour le commerce. Mais quand la pluie tombait, une allégresse particulière secouait Affreville. On prévoyait le douze ou le quinze à l'hectare. Les affaires reprenaient. Et la récolte vendue, les fêtes d'Affreville — nous y venons — pouvaient préparer leurs feux d'artifice. Ce ne sont pas de vains mots. Ruggieri, le « grand artificier d'Alger », venait planter ses décors autour du kiosque à musique.

« Féerique ! » comme disaient les Affrevillois.

C'était une débauche d'ampoules et de guirlandes, de drapeaux et de fusées. Et trois jours de gloire pour la société de musique, « les Enfants d'Affreville ».

« Les Enfants d'Affreville ». La société fut créée, officieusement en 1883 et officiellement, statuts déposés à la préfecture d'Alger, le 27 décembre 1900. Une société qui se couvrit de lauriers. Pensez ! En 1883, tout le village l'acclama sur le quai de la gare, car elle ramenait d'Alger le premier prix de lecture à vue et le premier prix d'honneur. Les succès continuent jusqu'en 1914. Sur le livre d'or de la société, on peut lire alors :

La période de 1902 à 1914 laisse dans la mémoire des anciens d'Affreville le souvenir d'une époque de prospérité. Grâce au chef Morizard et à l'aide de la municipalité Casimir Martin. La guerre de 1914 arrive. La plupart des musiciens vont faire leur devoir de Français. La société cesse toute activité jusqu'en 1919.

Elle renaîtra en 1929. Et avec elle, « les Enfants d'Affreville » vont jouer au concours international de Genève. L'événement se prépare dans la fièvre générale. A leur retour c'est du délire : premier prix d'honneur !

Et la seconde guerre mondiale, qui, cette fois encore, disloquera l'orchestre ! Pendant cette seconde guerre mondiale, le village connaîtra des jours sur-



L'EQUIPEMENT ROUTIER ALGERIEN

nouveau pont sur le Chélif sud d'Affreville

...ute Nationale n° 24, qui prend son origine aux environs immédiats d'Affreville, est une pénétrante de grande importance, traversant ...arsenis vers Teniet el Haad, le Sersou et Tiaret. ...de distance au Sud d'Affreville, elle doit franchir le Chéliff, dont ...mbrables méandres ont commencé à se diriger vers l'Ouest à ...la Lavigerie.

Enfin, les délais d'exécution prévus étaient fort courts, en raison de l'urgence de rétablir un moyen de franchissement et praticable en ... divers tonnages.

Jean-Eugè...

LE HAUT CHÉLIFF EN LIESSE A ACCUEILLI LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

11 mai 1952

Inaugurations du Dar-el-Askri d'Affreville et, dans le village qui porte son nom de la statue de l'amiral Duperré

...née de fête nationale



Arrondissement de MILIANA

INAUGURATION DE L'EGLISE PROVISOIRE D'AFFREVILLE

Le 30 octobre, la population d'Affreville et des environs a répondu, avec empressement, à l'appel lancé dans la presse par le Comité de reconstruction pour l'inauguration de notre église provisoire. A 10 h. 30, M. le doyen Terlin, précédé de la chorale, s'avance vers l'église, le processional d'entrée est magnifiquement exécuté par chanteurs et ...

Allocution du gouverneur

◀ Tout était prétexte à fêtes et à comptes rendus dans un style fleuri. On inaugurait tout : un pont sur le Chélif, le Dar-el-Askri (maison des anciens combattants musulmans) et une église, même provisoire ; l'ancienne s'était lézardée pendant le séisme de 1954.



◄ Turbulent et patriote, un peu à l'image de ses premiers pionniers, le village, avec ses chrétiens et ses musulmans, prenait au sérieux les fêtes de l'Armistice ou du 14 juillet.



La municipalité au grand complet, avec le maire et l'adjoint, reçoit le préfet. Grand jour. Dans la salle des délibérations, des conseillers municipaux du M.T.L.D., comme à Alger. ►

prenants. Il fera connaissance avec l'Amérique. En 1942, Affreville devient un relais pour les convois américains qui débarquent à Oran, et foncent sur la Tunisie. L'Affrevillois en était resté à l'Amérique de La Fayette. Il découvre soudain celle des *rangers*. Les convois arrivent à la tombée de la nuit. Ils campent au grand marché, le marché aux bestiaux, dont les murs ont été construits par les déportés politiques en 1851.

Si les Américains ne faisaient que camper ! Toilette faite, les G.I. déboulent dans le village, tirent des pétards dans les réverbères et dans les glaces des bistrots, traquent les nymphettes, les poursuivent jusque chez elles, à l'indignation des pères — pas commodes — qui empoignent leur fusil de chasse... Bref, d'un commun accord, la population décide de fermer portes et fenêtres et faire le vide à l'arrivée des convois.

Des Américains bien tranquilles

Jusqu'au jour où deux mille Américains viennent s'installer pour un temps indéterminé. Ils débouchent dans une ville morte. Les Arabes se claquemurent deux fois plus que les Européens car, au début, quand passaient les convois, des Mauresques ont été attrapées au lasso... En fait, ces deux mille Yankees, accueillis par le silence — et quelle méfiance !— forment le service cartographique de l'armée américaine en Afrique du Nord. Affreville tombera des nues en apprenant que c'est dans les docks, réquisitionnés par les arrivants, que se sont préparées les cartes des débarquements en Corse, en Italie, dans le midi de la France. Ces Américains bien tranquilles passeront un an dans le village, et ce séjour se soldera par huit mariages...

1945. C'est l'armistice. Des noms viennent allonger la liste déjà bien fournie, gravée sur la colonne du monument aux morts. Parviennent jusqu'à Affreville les sanglants échos de Sétif. Aux élections législatives du 19 octobre 1947, la liste du deuxième collège, qui porte l'étiquette M.T.L.D., est élue par 840 voix sur 1 221 votants. Comme l'a fait, à Alger, Jacques Chevallier, le nouveau maire d'Affreville, Me C. Gougé, accueille au conseil municipal un adjoint de tendance M.T.L.D., M. Bouaraoua. C'est aussi la municipalité du dialogue et des entreprises d'habitat et de scolarisation mixtes. Quand la rébellion éclatera, les élus musulmans resteront à leur poste, il semblera qu'aucune pression ne s'exerce sur eux et comme Affreville restera calme pendant les deux premières années de la rébellion, on pensera que c'est un « coin tranquille ». En fait, la rébellion avait fait du village un centre de ravitaillement pour les bandes armées qui s'organisaient dans le massif de l'Ouarsenis, dominant la plaine. Affreville était située à l'intersection de trois zones de la wilaya 4. Et l'état-major de celle-ci ne tenait pas à mobiliser trop de militaires français dans ce coin en multipliant des attentats ou des embuscades dans cette région. Sous un calme apparent, la situation pourrissait lentement, sûrement et d'autant plus dangereusement que le quartier européen était encerclé par les quartiers musulmans ; de surcroît, trois briqueteries, une fabrique de plâtre et une carrière de pierre fournissaient le F.L.N. en explosifs, grâce à des complicités, acquises de gré ou de force, parmi les ouvriers musulmans. Le destin du village était scellé, à n'en pas douter dès les premiers jours. Autant en emporte le vent... H

Marie ELBE

Luxia Photo



◄ En 1962, quand les gens d'Affreville s'en allèrent, il resta derrière eux des projets évanouis, des dossiers inutiles et des chantiers déserts. Cent quatorze années de travail, d'entreprise inlassable prenaient fin dans l'exode des Français qui laissaient tout et leurs parents dans les cimetières. Un autre monde naissait.





Une fantasia dans
la région du haut Chélif.
En signe de réjouissance,
les cavaliers arabes
font « parler la poudre »,
au soleil.

UNE PROVINCE RÉCALCITRANTE

En 1945, la situation en Algérie inspire aux dirigeants français et à l'opinion un sentiment de confiance exagéré. On insiste sur la fidélité des populations. On néglige les répercussions de la défaite et on n'attache pas une importance suffisante aux contradictions économiques et à la fermentation politique. Les réformes annoncées sont timides et n'apportent pas de modifications profondes à une situation vieille de plus d'un siècle.

L'Algérie s'intègre dans le Maghreb (le Couchant) montagneux, allongé entre la Méditerranée et le Sahara. Elle conserve une économie de type « colonial » ou de pays « neuf », fournissant des produits agricoles et des matières premières, avec une industrie restée embryonnaire.

Dans le domaine agricole, le contraste entre la colonisation européenne et l'agriculture traditionnelle indigène s'accuse. Les grandes exploitations européennes et quelquefois musulmanes ont, dans l'ensemble, obtenu de brillants succès dans le cadre de la monoculture : vignobles, blé, cultures maraîchères, plantations d'agrumes. Négligeant les régions montagneuses ou semi-désertiques, les grands domaines ont des rendements deux fois plus élevés que ceux des petites exploitations indigènes, dont les méthodes restent archaïques : manque d'animaux de trait, mauvaise qualité du cheptel, utilisation de l'araire, mépris de l'arbre.

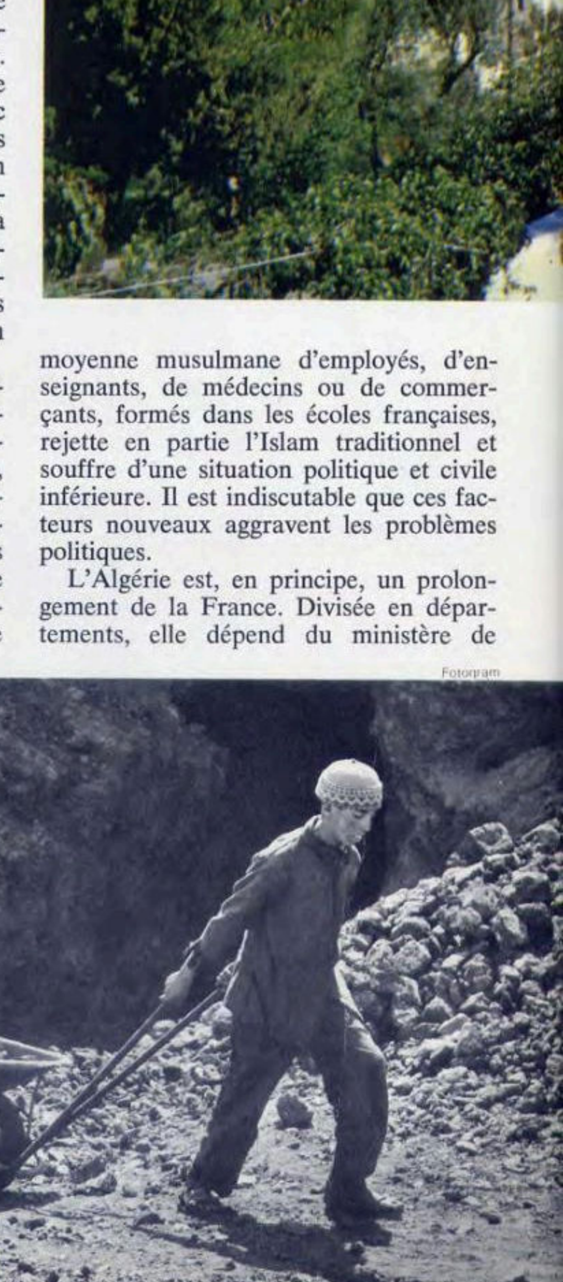
Sur le plan industriel, l'Algérie fournit essentiellement des matières premières, minerai de fer notamment, même s'il n'est pas encore question de pétrole L'absence de charbon, l'irrégularité des pluies, l'union douanière avec la France, ont freiné le développement industriel et même entraîné le déclin de l'artisanat indigène qui ne subsiste plus que pour des produits de luxe (cuivres, tapis). Les industries modernes ne concernent que quelques entreprises alimentaires, les textiles, les fonderies et des ateliers d'entretien et de réparation. La dépendance de la métropole est complète. L'infrastructure est convenable : bon réseau de routes et de voies ferrées. Certains ports sont bien équipés : Oran, Alger, Bône... En conclusion, tout le secteur moderne de l'économie est aux mains des Européens, tandis que les « indigènes » restent cantonnés dans les activités traditionnelles ou constituent une main-d'œuvre bon marché.

1945 : l'Assemblée algérienne

Ce clivage économique s'accompagne d'une ségrégation sociale. Deux populations vivent côte à côte, sans se pénétrer. Le problème est d'autant plus grave que les Européens restent minoritaires avec un taux d'accroissement infiniment plus faible que celui des Nord-Africains, en proie à une véritable explosion démographique. En moins de cinquante ans la population a doublé : résultat de l'amélioration de l'hygiène ; au total, les Européens, qui disposent des deux cinquièmes des revenus, ne sont que 1 million contre 9.

La rupture de l'équilibre démographique fait craquer le cadre étroit des « genres de vie traditionnels ». Dans les campagnes, on constate en une génération, une baisse du niveau de vie qui s'accompagne d'une forte émigration. Un prolétariat apparaît ainsi dans les grandes villes, dont les faubourgs se couvrent de « bidonvilles ». En même temps, en milieu urbain également, une classe moyenne musulmane d'employés, d'enseignants, de médecins ou de commerçants, formés dans les écoles françaises, rejette en partie l'Islam traditionnel et souffre d'une situation politique et civile inférieure. Il est indiscutable que ces facteurs nouveaux aggravent les problèmes politiques.

L'Algérie est, en principe, un prolongement de la France. Divisée en départements, elle dépend du ministère de



Fotogram

En Afrique du Nord, longtemps, comme en France dans le milieu du XIXe siècle, des enfants travaillaient dans les mines, palliatif à la misère familiale. Ici, une mine de manganèse. ▶



Pierre Tétrel

◄ Tlemcen, la ville religieuse, intellectuelle, fierté des musulmans et des juifs traditionalistes. Berceau des idées avancées. On y trouve les plus belles mosquées d'Algérie.

l'Intérieur. En 1946, elle élit 30 députés à l'Assemblée nationale, dont 15 représentants de la communauté européenne. L'existence d'une représentation inégale, sans rapport avec la démographie, indique que cette province a, en fait, une situation spéciale.

Quand Jules Ferry juge les colons

D'après le statut organique voté le 20 septembre 1947 par le Parlement, l'Algérie est définie comme un groupe de départements français d'outre-mer, doté de l'autonomie financière et d'une organisation prévue par la loi. Malgré le processus d'émancipation coloniale, l'Algérie retrouve une administration identique à celle qui avait été établie sous la IIIe République. Un gouverneur général, nommé par le gouvernement français, reste à la tête de l'Administration. Une assemblée générale remplace les « délégations financières », supprimées en 1945. C'est l'innovation la plus importante. Sa compétence est surtout d'ordre financier. Elle examine et vote le budget, crée ou supprime les impôts.

L'Assemblée algérienne comprend 120 délégués, représentant en nombre égal les deux collèges. L'un est constitué par 564 000 citoyens régis par le statut de code civil français — ce sont les Européens — et 58 000 *Français musulmans* ayant conservé leur statut particulier. Le deuxième collège comprend environ un million quatre cent mille électeurs non citoyens, tous musulmans.

Ce statut particulier et cette représentation inégale entre Européens et musulmans sont le résultat des hésitations constantes de l'Administration et de l'opposition sans cesse affirmée des colons à une politique libérale à l'égard des indigènes.

La IIIe République, après avoir abandonné l'idée du « royaume arabe » de Napoléon III, qui aurait donné à l'Algérie un statut de dominion, a tenté de fusionner les populations. Elle a réussi avec les israélites (1871) et avec les étrangers (1889) ; mais, avec les musulmans, elle s'est heurtée à une population fière de son existence propre et dont toute la vie religieuse et civile est réglée par un livre sacré, révélé, le Coran. Les Algériens n'ont pas voulu, sauf de très rares exceptions, renoncer à leur statut personnel pour obtenir la citoyenneté française qui était offerte à certains d'entre eux.

La France a finalement constamment hésité entre une assimilation des musulmans, devenant citoyens mais conservant leur statut, ou bien une évolution dans le cadre de leur société. Si la religion avait été totalement respectée et même étendue avec la langue arabe et le droit musulman aux populations berbères, le Nord-Africain n'en était pas moins soumis à un statut particulier : l'« indigénat », avec des impôts et un service militaire différents de ceux des Européens. Il était soumis à une justice administrative répressive.

Mais il faut reconnaître que les efforts de certains gouverneurs ou d'hommes politiques pour accorder un traitement équitable se sont heurtés à l'opposition irréductible des Européens. Jules Ferry trouvait les colons « limités et dépourvus d'esprit public [...], ayant toutes les qualités du travailleur et du patriote, mais n'ayant pas la vertu du vainqueur, le sentiment du droit des faibles. Vis-à-vis de l'indigène, il éprouve le sentiment d'un péril possible, mais sans envisager, pour le conjurer, d'autre politique que la compression ».

D'ailleurs, un sénateur d'Alger ne se gênait pas pour déclarer à la tribune du Sénat en 1894 : « C'est la population indigène qui seule peut nous donner la main-d'œuvre et nous aider à exploiter de façon intensive toutes les ressources possibles, présentes et à venir, de notre Algérie. Il faut que nous puissions prendre cette population à notre service avec quelque sécurité. Cette sécurité indispensable à notre prospérité n'est possible que si nous parvenons à assurer cette accommodation de l'indigène sous une autorité ferme et juste. »

Le progrès à la traîne de la démographie

En 1937, ces sentiments n'avaient rien perdu de leur vigueur. La menace d'une grève des municipalités amena le gouvernement de Front populaire à retirer le projet de loi Blum-Viollette accordant la citoyenneté française dans leur statut personnel à certaines catégories de musulmans évolués.

Toutefois, il serait faux de prétendre que l'Administration n'avait rien fait en faveur des indigènes. Grâce à l'action d'hommes courageux et persévérants, le ►

statut de 1947 : 60 000 musulmans "intégrés"

Code de l'indigénat avait été supprimé peu à peu. En 1945, il a complètement disparu ; les musulmans sont soumis aux mêmes impôts et justiciables des mêmes tribunaux que les Européens.

C'est surtout dans la lutte contre la maladie et contre l'analphabétisme que le pouvoir s'efforçait de réaliser la « conquête morale » des musulmans. Dans ce domaine, l'effort était réel, tout en restant très insuffisant. Dans l'ensemble, la victoire avait été remportée contre les maladies tropicales. Sur le plan scolaire, les premières écoles apparurent en 1850. 53 000 enfants étaient scolarisés en 1914 et près de 120 000 en 1938. Mais les besoins restaient immenses et les réalisations ne concernaient que 10 % de la population scolaire. En 1944, un plan prévoit la construction de 20 000 classes pouvant accueillir un million d'enfants. Mais dès 1949, il ne correspond déjà plus à l'accroissement démographique.

L'Administration s'efforce encore d'améliorer les méthodes de culture indigènes, sans bouleverser les traditions. Des « sociétés indigènes de prévoyance » sont créées pour assurer l'éducation agricole, ainsi que des « secteurs d'amélioration rurale » qui mettent à la disposition de plusieurs villages, du matériel, des techniciens, des agronomes. On tente également de modifier l'habitat et de régénérer l'artisanat par la création de sections artisanales.

Toutefois, ces efforts réels ne peuvent avoir la prétention de résoudre le problème politique.

L'existence d'un mécontentement est déjà parfaitement perceptible avant la guerre. Il ne concerne encore qu'une étroite frange de la classe moyenne indigène et certains travailleurs africains venus s'embaucher dans les usines de la métropole. En dehors de la vieille opposition des milieux religieux traditionnels qui gardent la nostalgie de l'indépendance tout en refusant le monde moderne, on trouve, à la veille de la guerre, deux mouvements : l'Etoile nord-africaine, qui deviendra le parti populaire algérien (P.P.A.) créé par Messali Hadj, en étroite liaison avec le parti communiste et qui recrute surtout parmi les ouvriers nord-africains de la banlieue parisienne. Ensuite, le groupe constitué par le cheikh Ben Badis avec le Conseil des ulémas, à partir de 1931. Jusqu'en 1936, ce parti, qui rassemble les évolués, réclame l' « intégration pure et simple de la collectivité musulmane dans la grande famille française ». En même temps, Ben Badis s'efforce de réveiller le peuple algérien « enseveli dans son immobilité » ; il exalte la civilisation du Maghreb et cherche à créer un orgueil national.

Au départ, la plupart des musulmans évolués ne demandent donc que l'intégration, progressive des élites dans la citoyenneté française, sans abandon du statut personnel musulman. Il n'est pas encore question de nationalisme ni de patrie algérienne.

Fotogram

Le chemin de fer, dont le paysan arabe raffole. Pour descendre du train, il se contente de tirer le signal d'alarme.

Où surgit le thème de la patrie algérienne

C'est avec le rejet du projet Blum-Viollette que le thème de la patrie algérienne va se développer. Le stade de l'assimilation est dépassé : « Nous n'en voulons pas parce qu'elle est impossible et qu'elle nous fait perdre notre personnalité. » L'Algérie n'est pas encore assez forte pour prétendre à une indépendance absolue. Ce qu'il faut, c'est qu'elle « devienne une nation démocratique sous le protectorat de la France ».

Ben Badis meurt en 1940 ; mais son message est repris par de jeunes Algériens comme le docteur Ben Djelloul et surtout Ferhat Abbas. Le sentiment na-



Fotogram

tional va connaître alors à la faveur de la guerre une brusque mutation ; défaite et perte de prestige de la France, début du mouvement de décolonisation... En février 1943, Ferhat Abbas rédige un *Message* suivi d'un *Manifeste au peuple algérien* signé par vingt-huit élus musulmans. Sans renier la culture française, les signataires font le procès du système colonial et condamnent la politique d'assimilation qui, « appliquée automatiquement aux uns et refusée aux autres, a réduit la société musulmane à la servitude la plus complète » et a abouti à la formation de deux blocs « distincts, sans âme commune ». Le peuple réclame donc des « réformes tangibles et immédiates, c'est-à-dire une Constitution et les libertés démocratiques fondamentales ». Quant aux rapports avec la France, les délégués algériens demandent, jusqu'à la fin de la guerre, la « reconnaissance de l'autonomie politique de l'Algérie, en tant que nation souveraine, avec droit de regard de la France... ». Une fois le conflit terminé, « l'Algérie sera érigée en Etat algérien, doté d'une Constitution propre [...] élaborée par une Constituante élue au suffrage universel par tous les habitants ».

Ce Manifeste va prendre une importance considérable. Il deviendra la « Charte du nationalisme ». Par la précision des réformes demandées, il est visible qu'il puise son inspiration, non pas dans la tradition orientale, mais dans la Turquie de Mustafa Kemal. Cependant, ce texte long, touffu, où les entorses à la vérité historique sont nombreuses, trahit un manque évident de réalisme. Aucune garantie n'est prévue pour la mino-

◀ Maternité en Kabylie. Souvent les femmes accouchent seules. L'enfant est vêtu de chiffons. Comme une poupée rustique. Dans le fond du logis, le « sandouk », le coffre, trésor de la famille.



A Beni-Abbès, dans le ▶ Sud oranais. La pénétration française provoque toujours la construction de l'école, du marché, de l'hôpital ou de l'infirmerie militaire, c'est le profil noble de la civilisation.

Garbison-Fotogram

rité européenne. Et peut-on imaginer que la France accepte un abandon immédiat et total ? Le Manifeste n'est pas pris en considération par le Comité français de libération nationale créé en mai 1943 et il est également rejeté par le nouveau gouverneur, le général Catroux. Il en résulte une crise entre l'Administration et les élus musulmans. Le général de Gaulle promet alors, par le discours de Constantine du 12 décembre, d'accorder la citoyenneté française à certaines catégories d'indigènes, sans restriction de leur statut personnel. Cette promesse est confirmée par l'ordonnance du 7 mars 1944.

Messali Hadj contre Ferhat Abbas

Cette réforme, qui ne fait que reprendre le projet Blum-Viollette, est condamnée par les Français d'Algérie, qui ont gardé la nostalgie du gouvernement autoritaire de Vichy. « Pétain leur apportait, constata le général Catroux, l'ordre tel qu'ils le jugeaient nécessaire, c'est-à-dire par la soumission des indigènes à l'autorité, par la sécurité de leurs biens et le maintien de leurs privilèges de minorité. » Chez les musulmans, le projet de citoyenneté, à l'exception de quelques modérés, est rejeté par les nationalistes. A Sétif, en mars 1944, les partisans de Ferhat Abbas et de Messali Hadj, réunis dans le congrès des Amis du Manifeste et de la liberté, s'opposent à une assimilation progressive considérée comme dépassée. Toutefois, une République algérienne autonome pourrait être « fédérée à une République française rénovée, anticolonialiste, anti-impérialiste ».

Mais un an plus tard, la physionomie des grandes tendances nationalistes se dessine nettement. Au congrès de mars 1945, Messali Hadj est qualifié de « leader incontestable du nationalisme algérien ». Le principe d'une République algérienne « sous l'égide de la France et dans le cadre de la Fédération française » est nettement condamné. Au moment où le congrès d'Héliopolis donne naissance à la Ligue arabe, Messali Hadj ne cache pas ses préférences pour un Etat musulman, d'inspiration socialiste, orienté vers Le Caire, en contradiction avec la République algérienne démocratique et libérale de Ferhat Abbas.

Au printemps de 1945, une vive fermentation se manifeste sur certains points de l'Algérie, aggravée par l'arrestation de Messali Hadj et la perspective de la fin de la guerre qui doit conduire à l'indépendance. Le 8 mai, une émeute sanglante éclate dans la Kabylie des Babors, dans la région de Sétif. Le reste de l'Algérie ne bouge pas. 104 Français sont sauvagement massacrés. La répression, avec l'appui de l'armée et de l'aviation, est impitoyable ; selon certaines estimations, on compte près de 1 500 morts et plus de 4 500 arrestations, dont celle de Ferhat Abbas, qui sera relâché en mars 1946 (1).

L'insurrection va avoir des conséquences importantes. Elle soulève la colère des Européens, qui condamnent l'action du gouverneur Chataigneau, jugé trop libéral, et qui se détachent complètement des partis de gauche de la métropole. Toute idée de réforme nouvelle est condamnée. C'est par conséquent dans une atmosphère de passion qu'a lieu le vote en septembre 1947 du Statut de l'Algérie sous le gouvernement Léon Blum. Envisagé comme un compromis, il ne donne satisfaction à personne. Le Statut affirme la souveraineté française. Il confirme l'abrogation du statut de l'indigénat et donne à près de 60 000 musulmans la citoyenneté française dans le premier collège, mais il maintient le gros des électeurs musulmans dans le deuxième collège. Ce n'est en fait que l'application proposée par le même gouvernement socialiste en 1936.

(1) Le F.L.N. dira : 45 000 morts. 25 000, avouera officieusement le général Tubert, chef d'une commission d'enquête.

Colons et musulmans rejettent le Statut de 1947

Accueilli avec révolte par les colons qui « ne renoncent pas, selon Léon Blum, à maintenir sur la terre algérienne ce qu'ils appelent la souveraineté algérienne et qui n'est autre chose que leur propre domination », le Statut est également condamné par les *musulmans modérés et* les nationalistes dont les revendications ont été écartées. Le docteur Ben Djelloul avait réclamé une assimilation complète avec un collège unique où voteraient Français et musulmans. Il voulait même que les 9 millions d'Algériens pussent participer sans restriction aux élections des assemblées de la métropoie. Le Statut est naturellement repoussé par le nouveau parti créé par Messali Hadj à sa sortie de prison ; le Mouve- ▶

slogan du M.T.L.D. : "la valise ou le cercueil"

ment pour le triomphe des libertés démocratiques. Il est également condamné par Ferhat Abbas, qui a pris la tête de l'Union démocratique du Manifeste algérien et qui avait présenté un projet d'Etat algérien autonome associé à la France. « Ni assimilation, ni nouveaux maîtres, ni séparatisme ; un peuple poursuit son renouvellement associé à une grande nation libérale. » L'Algérie aurait sa pleine souveraineté, avec un Parlement élu au suffrage universel. Seules les relations extérieures et la défense nationale auraient été communes avec celles de la France. Celle-ci aurait été représentée par un délégué général agréé par le chef de l'Etat algérien et chargé de « guider et conseiller le gouvernement de l'Algérie et veiller à la sécurité extérieure du territoire ».

Une psychose de guerre civile

Ainsi, en 1947, le Statut, en n'accordant qu'une assimilation limitée et en rejetant le principe de l'autonomie, ne règle nullement le problème algérien et fait l'unanimité contre lui.

Une psychose de guerre civile se développe dans le pays. Il est visible que la masse de la population, inorganisée, peu mûre politiquement, est de plus en plus sensible à l'action des mots d'ordre nationalistes extrémistes.

Les oppositions entre l'U.D.M.A. et le M.T.L.D. se retrouvent dans le domaine de l'action. Le parti de Ferhat Abbas recrute parmi les intellectuels et la bourgeoisie modérée ; il n'a pas perdu l'espoir d'un dialogue avec la France. Le M.T.L.D., qui a absorbé la plupart des membres du parti communiste algérien, marque un net penchant pour l'action directe. Les nombreuses condamnations de Messali Hadj lui ont valu l'auréole du martyr. Le parti multiplie les cellules dans les villes et les douars reculés ; il répand des slogans inquiétants : « La valise ou le cercueil », « Nous allons nous partager les fermes des colons », « Notre délivrance est pour demain », « Les Français seront jetés à la mer »...



Un prolétaire arabe, qui travaille « au fond », dans une mine de manganèse, en A.F.N. Pour quel salaire ?

Le nouveau gouverneur, Naegelen, excellent administrateur, mais autoritaire, juge indispensable de « donner un coup de barre ». Il veut « briser le réseau qui enserre de plus en plus le peuple algérien ». Si l'U.D.M.A. est relativement ménagée, les militants du M.T.L.D. sont pourchassés ; nombre de cellules sont découvertes et neutralisées.

Chacun truque "ses" élections

Naegelen décide en même temps d'ap-

L'Algérie « francisque » : « Maréchal, nous voilà ! »

La mystique maréchaliste a trouvé en Algérie un terrain d'accueil singulièrement favorable ; symbole, pour l'hexagone mutilé, de la « Grande France », elle s'est très vite pénétrée des nouvelles valeurs d'ordre, de hiérarchie, de fidélité, aptes, aux yeux de la population européenne, à garantir une présence et un rayonnement nouveaux de la communauté française.

Sur la scène algérienne, un rôle capital est dévolu à la Légion française des combattants ; l'association unique des anciens combattants a connu un exceptionnel et foudroyant essor, beaucoup plus considérable qu'en France ; alors qu'en métropole elle est boudée par un certain nombre, on peut estimer que la quasi-totalité des Européens anciens combattants a adhéré au mouvement.

Partout, à sa tête, des militaires, pour se conformer aux exigences strictes de défense que Weygand — jusqu'à sa mise à la retraite en novembre 1941 — illustre si parfaitement : le général François pour l'Algérie (il supervise aussi la Légion pour l'ensemble de l'Afrique du Nord), le colonel Louitz à Oran, par exemple.

La Légion est l'enfant chéri des autorités et de l'armée. Quoi de plus louable que le maintien des vertus patriotiques et des traditions militaires sur une terre africaine restée intacte dans la débâcle, garante, plus encore qu'une métropole divisée, du redressement futur ?

Rapidement, toutefois, l'institution légionnaire a changé d'aspect ; elle est devenue un instrument politique, un organe turbulent de diffusion de la mystique maréchaliste.

L'adhésion, spontanée d'abord, est devenue obligatoire, avec la création des « Amis de la Légion », puis des « Volontaires de la Révolution nationale ». Les fonctionnaires, sous peine de révocation, doivent s'y faire inscrire. Très vite, la Légion se voit confier une mission de surveillance politique des adversaires du régime ; la délation est ouvertement encouragée, comme l'atteste cette affichette placée dans les locaux de la Légion :

Si quelqu'un écoute la radio gaulliste, dis-le à ton chef.

Si tu entends quelqu'un prononcer des paroles contre le Maréchal, dis-le à ton chef.

Si tu connais quelqu'un qui fait du marché noir, dis-le à ton chef.

C'est un devoir.

Dans la rue, défilent les bataillons de cadets et de cadettes organisés par la Légion, chantant à pleins poumons *Maréchal, nous voilà !*

L'insigne légionnaire, le « fer à repasser » comme le surnomme vite la population, fleurit bientôt sur les burnous indigènes, témoignant du souci de jouer la carte arabe contre les juifs, qu'a exclus de la communauté algérienne la révocation du décret Crémieux.

La popularité du vieux chef, soigneusement entretenue, est immense chez les Arabes ; l'un d'eux donne comme prénom à son fils le nom de Pétain, ce qui lui vaut l'envoi d'un télégramme par le maréchal.

La Légion contrôle l'opinion publique ; elle patronne les conférences officielles, chahute les orateurs moins bien en cour. Certains excès moralisateurs lui aliènent l'opinion : l'interdiction de la populaire anisette ou, un certain soir, une manifestation pour faire interdire une représentation de *Phi Phi* ; furieux — ils ont payé leur place — les spectateurs empoignent les trop zélés légionnaires et les jettent hors du théâtre. La projection des films anglais et américains est sifflée.

C'est dans cette ambiance passionnément vichyste et maréchaliste, anglophobe et antigaullliste, que survient le débarquement américain en Afrique du Nord. Non seulement un secret total dut être maintenu par les conspirateurs — le « groupe des Cinq » — mais il fallut envisager des mesures spéciales de précaution contre le Service d'ordre légionnaire (S.O.L.), devenu une véritable police supplétive susceptible de se muer en corps de troupe auxiliaire. A Alger, le contrôle du commissariat de police interdit toute mobilisation éventuelle des S.O.L. ; les principaux chefs furent eux-mêmes arrêtés à leur domicile.

A Oran, en revanche, où les « Cinq » avaient insuffisamment préparé leur affaire, les troupes de débarquement se heurtè-

La francisque, insigne de la Légion des combattants, que l'on appelait fréquemment le « fer à repasser ».





B.N.E.

Fort-National, Grande Kabylie. La France a construit une école pour enseigner aux jeunes les droits de l'homme.



E.C.A.

Le nationalisme algérien est né dans les usines françaises au temps où Messali Hadj était « tourneur » chez Renault.

pliquer le Statut. « Entre les élections fabriquées par le M.T.L.D. et les élections fabriquées par l'Administration », suivant un journaliste du *Monde*, le gouverneur choisit les secondes. Les résultats de 1948 dépassent les prévisions les plus optimistes et l'Algérie est dotée d'une Assemblée « introuvable ». Les abstentions atteignent souvent 50 % mais les nationalistes qui avaient triomphé aux élections municipales de 1946 et remporté la majorité des sièges à l'Assemblée constituante, ne recueillent que 20 % des voix. Les suffrages se portent, dans le deuxième collège, sur les candidats indépendants de l'Union franco-musulmane. Et la très objective publication de « l'année politique 1948 » est obligée de constater que les résultats paraissent « si inespérés que certains sont tentés de conclure à la sympathie traditionnelle que l'Administration porte aux indépendants [...] et suspectent la régularité des opérations ». L'Administration avait fait la preuve de son efficacité et de sa virtuosité...

Quels sont les résultats de cette politique ? Dans l'immédiat, ils paraissent favorables. L'ordre est rétabli et le calme règne d'un bout à l'autre de l'Algérie. Les colons constatent avec surprise que le Statut tant redouté devient un instrument de domination parfait.

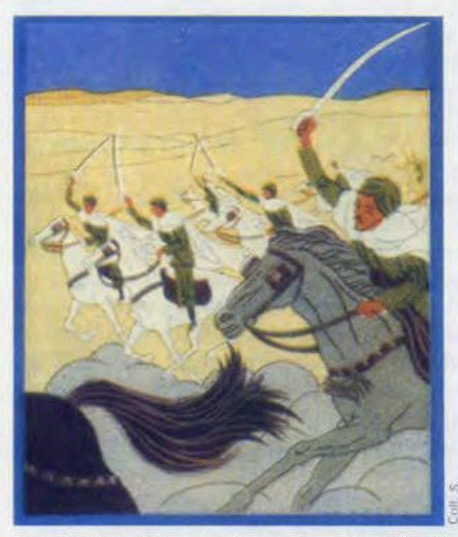
Cependant, à long terme, les résultats risquent d'être catastrophiques. La pénurie de représentants valables — un analphabète est président de la commission d'éducation — paralyse le travail de l'Assemblée. Aucun des projets de réforme sur la séparation du culte musulman et de l'Etat, sur le vote des femmes, ne peut aboutir. Les plans de rénovation économique sont mis en sommeil.

Le capital de confiance et le réel prestige que la France conservait encore auprès d'une partie de la population ne cessent de se dégrader. On ne peut encore parler d'un véritable sentiment national, mais le mécontentement des élites s'aggrave, même si les divisions qui séparent les nationalistes rendent « biologiquement » impossible tout regroupement. Boumendjel, qui avait réclamé l'assimilation complète, devait écrire : « Un jour, on se réveillera avec une Algérie musulmane acquise au bloc oriental. On en profitera pour crier à l'ingratitude et pour frapper, sans que nul songe à rechercher les raisons d'un tel comportement. D'autant plus qu'un choix dicté par le désespoir ne peut être, inévitablement, qu'un choix contre la France. »

En 1948, l'Algérie connaît à nouveau une « ère coloniale ». Une politique d'assimilation généreuse ou de dialogue avec les nationalistes de l'U.D.M.A. débouchant sur une autonomie progressive était possible. Mais les gouvernements, malgré la présence d'hommes éclairés, n'ont pas eu le courage d'affronter l'opposition d'une partie de la colonie européenne et de briser le particularisme de l'Administration.

Le professeur Charles-André Julien lance un cri d'alarme : « L'Administration, secondée par une police vigilante et inventive, exerce un pouvoir pratiquement sans contrôle. Ce faisant, elle fortifie le nationalisme qu'elle se flatte de juguler. C'est en fermant les voies normales de la légalité à 8 millions d'hommes qu'on risque de les rejeter vers les adversaires qui aspirent à régler le problème algérien par la violence. » H

Philippe MASSON



Coll. S.

Pour les bons élèves, les bons points du maréchal !

rent à une vive résistance, le 8 novembre 1942, de la part des troupes régulières mais aussi d'éléments S.O.L. venus leur prêter main-forte.

Sous le commissariat de Darlan, la Légion est maintenue mais privée de toute autorité : son service d'ordre est dissous, ses pouvoirs de contrôle sont supprimés, son rôle limité au secteur social, ses chefs sont désormais nommés par le haut-commissariat.

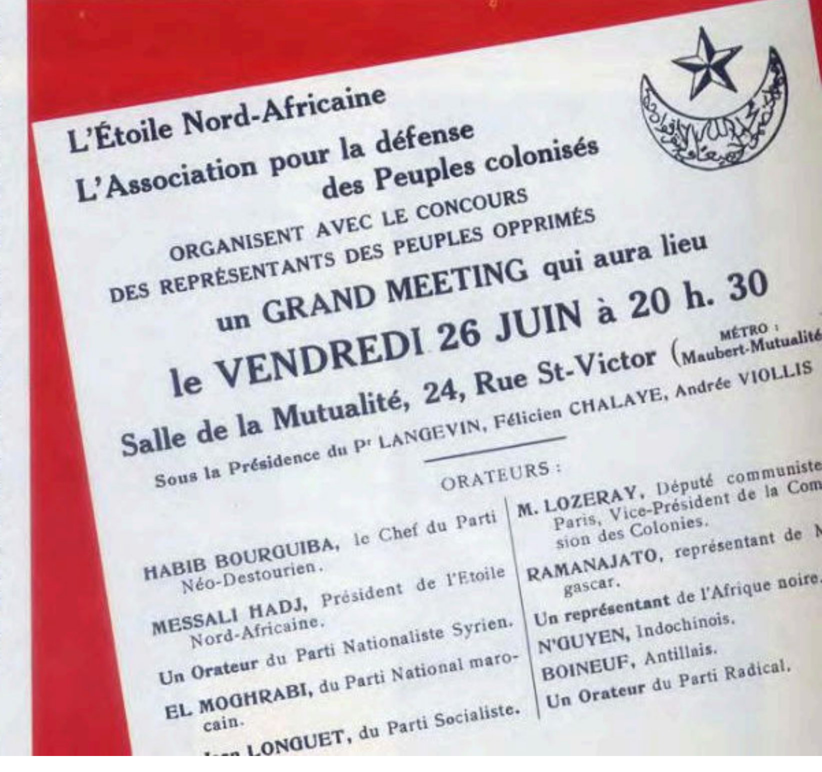
Un décret du Comité national français, pris à Alger le 13 mars 1943 — sur rapport dressé par René Pleven et René Cassin — mit fin à l'existence de la Légion, effectivement en A.F.N., mais de manière toute formelle en métropole.

M. COINTET



En 1927, Messali Hadj crée son premier parti, l'« Étoile nord-africaine ». Il s'agite beaucoup dans les milieux prolétaires, multipliant les meetings et les appels au peuple. Parmi les orateurs, Habib Bourguiba, chef du Néo-Destour, et un certain Nguyen, qui n'est autre que Ho Chi Minh. Il s'agit, pour l'heure, de voir se réaliser les aspirations des peuples colonisés. Des trois orateurs, deux seulement, Bourguiba et Ho Chi Minh, seront chefs d'État.

Coll. Messali Hadj



L'ARMÉE DES AFRICAINS





E C A

E C A

Portraits des chefs de la Ire armée française, ▶ croqués par un ancien de cette armée d'Afrique. *De gauche à droite :* les généraux Béthouart, commandant le 1er corps d'armée ; Schlesser, la 5e D.B., et Vernejoul, qui la commanda aussi ; Guillaume, « patron » de la 3e D.I.A. et des tabors, et Monsabert, commandant le 2e corps de la Ire armée française.



▲ Le général Weygand. Son prestige était grand chez les « Africains ».

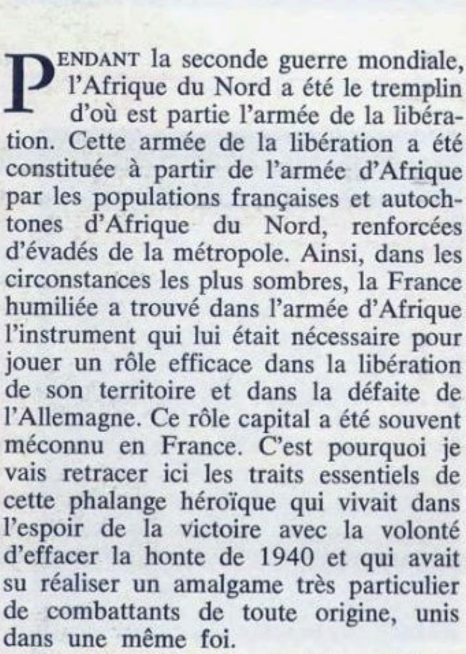


◀ Le général Giraud, qui s'évada d'Allemagne en 1942 pour rallier l'A.F.N.



Le maréchal ▶ Juin, fils d'un gendarme d'Algérie. Le vainqueur du Garigliano.

Bibl. Minist. D.N. avec l'autorisation de Holmès Lebel



PENDANT la seconde guerre mondiale, l'Afrique du Nord a été le tremplin d'où est partie l'armée de la libération. Cette armée de la libération a été constituée à partir de l'armée d'Afrique par les populations françaises et autochtones d'Afrique du Nord, renforcées d'évadés de la métropole. Ainsi, dans les circonstances les plus sombres, la France humiliée a trouvé dans l'armée d'Afrique l'instrument qui lui était nécessaire pour jouer un rôle efficace dans la libération de son territoire et dans la défaite de l'Allemagne. Ce rôle capital a été souvent méconnu en France. C'est pourquoi je vais retracer ici les traits essentiels de cette phalange héroïque qui vivait dans l'espoir de la victoire avec la volonté d'effacer la honte de 1940 et qui avait su réaliser un amalgame très particulier de combattants de toute origine, unis dans une même foi.

L'armée d'Afrique, et plus spécialement l'armée d'Algérie, s'était constituée au cours de la longue conquête de l'Algérie où les besoins d'une guerre très particulière avaient amené à créer des formations militaires originales, souvent à base d'indigènes. D'où la création d'unités spéciales telles que la légion étrangère, les zouaves, les tirailleurs et les spahis. C'est cette armée d'Algérie qui pacifiera la Tunisie, le Maroc et la Syrie et qui prendra une part importante à la première guerre mondiale. A l'issue de celle-ci, alors que l'armée de la métropole s'endort dans la vie de garnison, l'armée d'Afrique continue à combattre au Maroc, en Syrie et en Cilicie. La vie rude et exaltante imposée par ces campagnes lointaines trempe les caractè-



E.C.A.



E.C.A.



E.C.A.

res et attire les vocations aventureuses. Cette qualité des cadres influe sur la troupe. Celle-ci est composée d'une large proportion d'indigènes de diverses races dont les mœurs sont encore patriarcales et où la vie rude ainsi que la hiérarchie sont naturellement acceptées. Aguerries et amalgamées avec leurs cadres par la vie en campagne, ces troupes indigènes forment des régiments solides et rustiques préparés à toutes les aventures.

1940 : Noguès veut poursuivre la lutte

Aussi cette armée connaît-elle dans le public métropolitain une véritable vogue dans les années d'avant guerre, vogue dont témoignent nombre de films, de livres et de chansons (*Sergent X..., la Bandera, Trois de Saint-Cyr, l'Atlantide, l'Escadron blanc, Mon légionnaire*, etc.). Cet engouement populaire s'appuie d'ailleurs sur l'intérêt manifesté par la France, à ce moment, pour l'aventure coloniale finissante, magnifiée par l'extraordinaire réussite de Lyautey au Maroc. Personne, alors, ne se doute que l'empire vit ses dernières années, ni que ce sera de lui que viendra, avant qu'il soit longtemps, l'armée française de la délivrance.

En 1939, l'armée d'Afrique se mobilise. Une partie va en France, où elle partagera le triste sort de l'armée de la métropole. Le reste va monter une garde inutile dans les confins tunisiens face à la Libye. C'est là que l'armée d'Afrique apprend avec stupeur l'affreuse nouvelle du drame qui se déroule en France. Elle ne comprend pas, parce qu'elle n'a vécu ni les bombardements en piqué, ni la submersion par les divisions blindées allemandes, ni l'exode lamentable, pêle-mêle avec les réfugiés civils. L'écroulement total de l'armée française lui apparaît comme un accident, un cauchemar, certes, mais en aucune façon irréparable. Puisque l'armée d'Afrique est là, intacte, dans un empire bien en main, il n'y a qu'à continuer la guerre, on finira bien par gagner.

Ce réflexe « gaulliste » avant la lettre est unanime. Le général Noguès, qui commande en chef en Afrique, supplie qu'on le laisse continuer seul et Boisson, à Dakar, fait de même. Il faudra les convaincre, mais la plupart de leurs subordonnés demeurent persuadés que l'intérêt national commande de continuer la lutte.



Pétain : un prestige considérable...

Or, très vite, dès juillet, la malheureuse affaire de Mers-el-Kébir, où la flotte britannique attaque par surprise et détruit l'escadre française, cause une émotion considérable et sème le doute dans de nombreux esprits. D'autre part, d'instinct, l'armée d'Afrique fait confiance au maréchal Pétain, dont le prestige est considérable et dont on estime qu'il agit avec l'arrière-pensée de reprendre la lutte dès que possible. Cette confiance est confirmée par la désignation du général Weygand au poste de







Bibl. Minist. D.N. avec l'autorisation de « Rhin et Danube »

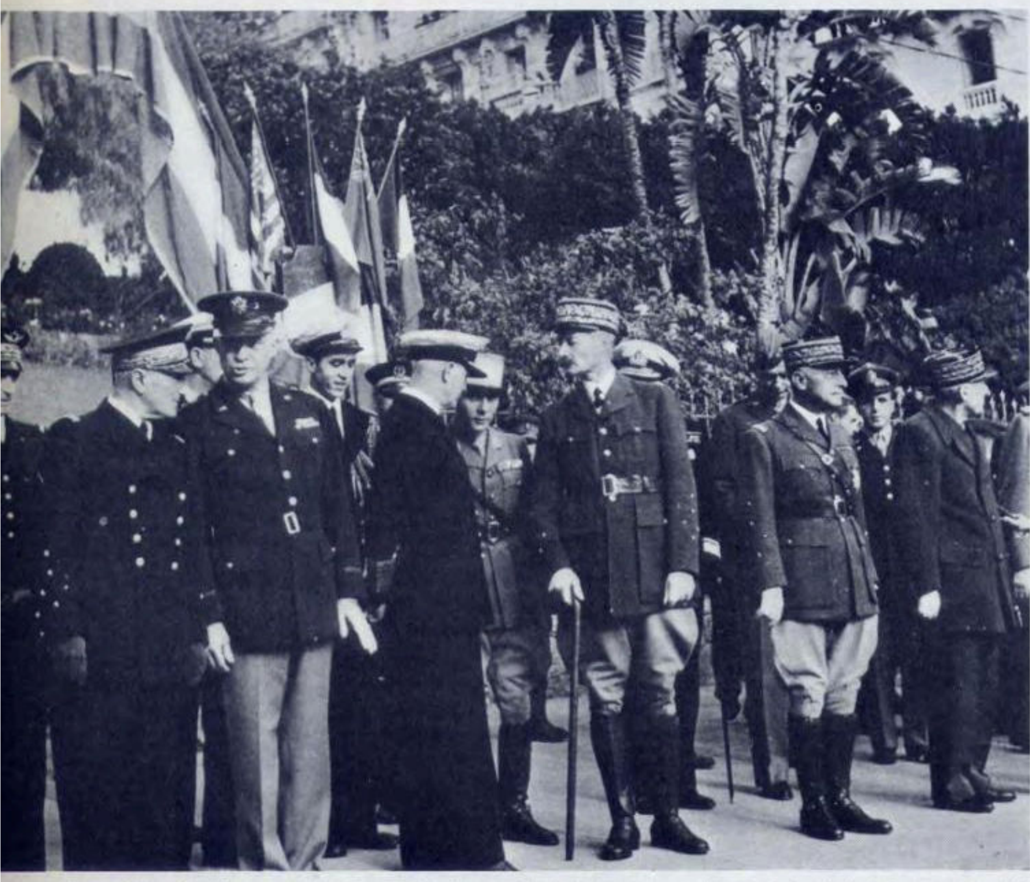
De gauche à droite : **les généraux Noguès, résident général au Maroc, de 1940 à 1942, de Lattre de Tassigny, futur chef de la Ire armée française, Mast, qui devait préparer activement le débarquement allié en Afrique du Nord.**

Weygand refuse de ravitailler Rommel, Vichy le limoge

« délégué général en Afrique française ». Celui-ci, profond patriote et germanophobe sincère, parcourt les garnisons et communique partout la flamme qui l'anime. On apprend qu'il fait camoufler du matériel, qu'il limite jalousement l'action des commissions d'armistice allemandes et italiennes. Avec l'arrière-pensée de préparer la rentrée de la France dans la guerre, l'armée d'Afrique se rallie maintenant dans sa grande majorité à la politique de Vichy. Cette évolution est confirmée par les malheureuses affaires de Dakar et de Syrie. En outre, la « révolution nationale » développe sa propagande. Le maréchal Pétain vient d'imposer un serment à tous les officiers. Ce serment est accepté comme le symbole d'une allégeance personnelle au vieux chef militaire qui assume la tâche écrasante de sortir le pays de l'abîme où la IIIe République l'avait plongé. Pour beaucoup, ce serment fait de la discipline une affaire d'honneur.



Franklin arrive... ▶ Les Français d'Afrique du Nord, en écoutant ce message venu de Londres, ne se doutaient pas que *Franklin*, ce serait, au matin du 8 novembre 1942, le débarquement des Alliés. Image classique de l'accueil de la population, après quelques combats sporadiques menés par les troupes vichystes. Très vite, l'Algérie leva son corps expéditionnaire pour représenter la France dans cette guerre.



E.C.A.

Prise d'armes à Alger, en décembre 1942. *De gauche à droite au premier rang :* le général Bergeret, l'amiral Darlan, Eisenhower, un amiral anglais, le capitaine Beaufre, les généraux Giraud et Noguès et le gouverneur Châtel.



E.C.A.

Trois jours avant l'assassinat de Darlan, haut-commissaire de France en Algérie, ce dernier et le général Giraud reçoivent, au palais d'Été, où se déroulera l'attentat, les grands chefs musulmans pour l'Aïd-el-Kébir. Décembre 1942.

Giraud écrit de sa prison...

Cependant, tout le monde n'est pas d'accord. Contre la politique de Vichy, il y a la catégorie, très restreinte, des officiers politisés et ceux qui ont été éliminés, les francs-maçons et les juifs. Il y a aussi nombre d'esprits clairvoyants qui jugent que l'Allemagne ne peut plus gagner la guerre et chez qui les abandons de Vichy (l'ordre de ravitailler Rommel


Keystone

en Tunisie, que Weygand refuse, la mise à la disposition des Allemands des terrains d'aviation de Syrie, le limogeage de Weygand à la requête des Allemands) ainsi que les excès de la propagande antisémite créent un véritable drame moral. La solution qui paraît évidente à beaucoup, c'est de faire de l'Afrique du Nord la base avancée des Etats-Unis face à l'Europe, ainsi que le creuset où se reformera l'armée française avec du matériel moderne. C'est le programme qu'a lancé le général Giraud de sa prison en Allemagne dans une lettre à son fils, que l'on se passe de main en main : « Les esprits sont formés en France, le matériel est fait à l'étranger, les troupes en Afrique. » C'est cette conception stratégique que de nombreux officiers vont avoir la chance d'appliquer bientôt.

Dans cette ambiance, il est remarquable que le gaullisme de Londres ne rencontre qu'assez peu de sympathies actives, bien que les actions des troupes de la France libre soient suivies avec intérêt et souvent avec fierté. C'est que le mouvement de Londres paraît trop politisé et que les initiatives de Dakar et de Syrie ont été jugées intempestives. La plupart croient encore à la politique de double jeu du maréchal Pétain et jugent qu'il faut le laisser manœuvrer en évitant les outrances verbales que Londres prodigue généreusement.

C'est dans cette ambiance contrastée que s'effectue le débarquement américain de novembre 1942. Ce débarquement, sous l'autorité du général Giraud, a été préparé par de nombreux officiers d'Afrique — dont j'étais. A Alger, c'est le général Mast qui a reçu délégation du général Giraud ; au Maroc, c'est le général Béthouart.

Malheureusement, l'opération américaine a été très mal coordonnée avec les Français et ce n'est qu'à Alger que l'on réussit à éviter tout affrontement.

Alger : Darlan se rend aux Américains

A Oran, et surtout au Maroc, le commandement local réussit à prescrire une résistance à outrance. C'est, pour l'armée d'Afrique, un véritable déchirement car le débarquement américain est accueilli partout avec une joie unanime. Mais la discipline oblige, et les Américains ont tiré les premiers. Les exécutants, la rage au cœur, appliquent les ordres avec le sentiment d'un sacrifice inutile.

Cependant, à Alger, l'amiral Darlan a dû se rendre aux Américains ; le général Giraud, parti de France en sous-marin, arrive lui aussi à Alger ; le général Juin, commandant en chef en Afrique du Nord, agit en faveur d'un retournement de la situation. Il en résulte un cessez-le-feu qui est accueilli avec délivrance et, aussitôt, les troupes fraternisent avec les Américains. La crise paraît conjurée.

Il n'en est rien, car le maréchal Pétain intervient alors pour condamner le cessez-le-feu que Darlan vient d'accepter. La déception est grande et entraîne de profonds troubles de conscience. Nombreux furent les officiers saisis de doute sur la conduite à suivre. Fort heureusement, l'amiral Auphan put envoyer un télégramme secret — aussitôt publié... — faisant connaître à l'amiral Darlan l'« accord intime » du maréchal. Chacun pouvait donc se fonder sur son propre jugement et rentrer dans la guerre sans arrière-pensée.

Dès que le problème politique et moral du retournement de l'armée d'Afrique est résolu, le général Giraud lance des unités au secours de la Tunisie attaquée par les Allemands et mobilise l'Algérie. Nos ressources en hommes sont considérables si l'on veut employer les réservistes algériens musulmans, mais les cadres sont limités. Aussi la mobilisation porte-t-elle pratiquement sur *toute* la population ▶

Le caporal-chef Krim


A. Kahia

Krim Belkacem, dès l'enfance, vit dans un milieu farouchement nationaliste. Pourtant, sa famille est liée aux Français. Son père, Hocine Krim, a été caïd, de même qu'un de ses cousins ; il se fâche avec son père, qui pense qu' « il va attirer le malheur », et devient l'ennemi irréductible de son cousin.

L'ancien caporal-chef de l'armée française va devenir un grand colonel !

En 1945, il adhère au P.P.A. Aussitôt, il implante des cellules clandestines dans douze douars autour de Dra-el-Mizan. Au début de 1946, il peut compter sur 3 000 militants sans oublier les sympathisants. Il sort de la clandestinité quand le M.T.L.D., nouvellement créé, présente des candidats aux élections de 1946.

Dans son douar, il contrôle totalement les élections en faisant voter massivement pour le M.T.L.D... mais les élections sont truquées et il se replonge dans la clandestinité.

Trapu, courtaud, coiffé d'un béret, il inspecte sa région à cheval ou à dos de mulet. Pas une ville, pas un village, pas une ferme qui ne connaisse la silhouette « rondouillarde » de Krim, qui, en Kabylie, est comme un poisson dans l'eau.

En 1950, en tant que responsable de toute la Kabylie, il devient membre du comité directeur du M.T.L.D. A la tête de vingt-deux maquisards qui composent son état-major, il multiplie les contacts directs avec les militants et avec la population. Son plus proche collaborateur est Ouamrane Omar.

La crise du M.T.L.D., qui avait débuté en 1951, n'avait affecté que les organismes centraux, et les antagonistes étaient parvenus à la cacher aux militants. Mais, au début de l'année 1954, elle éclate au grand jour.

Le 9 juin 1954, Krim rencontre à Alger Ben Boulaïd, puis Boudiaf et Didouche, qui parviennent à le détourner de Messali et à le convaincre de la nécessité d'une troisième force.

Krim fait partie des « Six » qui décident le déclenchement. Plus tard, il déclara : « Nous savions que nos moyens financiers et matériels étaient insuffisants, mais nous savions aussi que le potentiel révolutionnaire de notre peuple constituait alors une force inépuisable. »

C'est aussi Krim Belkacem qui eut l'idée de confier de hautes responsabilités politiques et militaires à Abane.

Ayant nommé ses remplaçants (dont Amirouche et Mohammedi Said), il quitta l'Algérie pour siéger à Tunis dans les plus hautes instances du F.L.N.


Roger Viollet

pieds-noirs et musulmans au coude à coude de

européenne valide. Pour l'équipement et l'armement, on compte sur le matériel américain promis. En attendant, on ne dispose que des maigres ressources du matériel camouflé après l'armistice.

C'est cette armée sous-équipée qui va supporter le premier choc en Tunisie, car les Britanniques sont peu nombreux et les Américains lents à s'engager. Un front se constitue, de la Méditerranée au Sahara, mais il est terriblement mince : trente bataillons français sur trois cents kilomètres de front. L'armée française de Tunisie manque de tout : d'armes modernes, notamment antichars, de véhicules, de munitions. C'est une armée pauvre, beaucoup moins bien équipée que celle de 1940.

L'armée de 1940 sortie de l'ankylose

Les Allemands ont la maîtrise absolue de l'air et les routes sont des cimetières de camions et de voitures. Il pleut sans relâche, les pistes sont des lacs de boue, les soldats vivent pendant des mois dans des vêtements mouillés, les munitions sont rationnées, les moyens sont insuffisants, mais le moral est magnifique. Il ne sera pas dit que l'armée d'Afrique ne sera pas à la hauteur des circonstances.

Après quelques péripéties angoissantes — comme l'offensive de Rommel en février —, le temps se met au beau et l'aviation alliée gagne enfin la maîtrise de l'air, la VIII[e] armée de Montgomery repousse lentement les Allemands du Sud tunisien. Les Allemands se replient et l'armée française les poursuit dans un terrain truffé de mines. C'est le moment de l'estocade finale. Les Anglais doivent rompre le front allemand dans le nord, à Medjez-el-Bab, et les forces françaises doivent préparer cette action par une offensive sur Zaghouan afin de fixer le maximum d'effectifs allemands. C'est une bataille très dure où quatre divisions françaises subissent de lourdes pertes, car les Allemands, maintenant concentrés dans une tête de pont étroite, réagissent par des tirs d'artillerie intenses. Cependant, la manœuvre réussit : les Britanniques, avec deux divisions blindées, rompent le front allemand à Medjez. Devant les Français, les défenses allemandes s'effondrent. C'est la victoire complète, qui mettra entre les mains des Alliés 250 000 prisonniers, dont 40 000 capturés par une armée française de 60 000 hommes, au prix pour nous de 15 000 tués et blessés. C'est le début de la revanche. L'armée de 1940 est sortie de son ankylose. Elle sera bientôt celle de la victoire.

Entre-temps, en Algérie et au Maroc, le matériel américain a fini par arriver. On a équipé d'abord 75 000 hommes (3 divisions d'infanterie, 1/2 D.B. et 100 avions). A la conférence d'Anfa, Giraud obtient qu'une seconde tranche porte nos forces à 9 divisions, dont 3 blindées.

En juillet 1943, le roi d'Italie et le



◀ Sur le front de Tunisie, les tabors en alerte en avril 1943. Les tabors. Régiments parmi les plus insolites de l'armée d'Afrique. Encadrés par des officiers français, les tabors se reconnaissent à leur courte barbe, leur turban, leur djellaba en laine brune.





Quelques « Africains » : ▶ *(1, 2, 3, 4)* Les spahis algériens, en 1934, 1943, 1944, 1950-1960. *(5)* Un légionnaire. *(6)* Un tirailleur de la campagne de Tunisie, avec l'ancien équipement et le fusil modèle 07-15.







Carmniani

Photo Lavaud/Musée de l'Armée

combats du Garigliano !

maréchal Badoglio chassent Mussolini et, en septembre, ils traitent avec les Alliés. Giraud saute sur l'occasion et, avec l'appui des populations locales, débarque en Corse et en chasse les Allemands. Il donne là l'exemple de ce qu'aurait pu être la campagne d'Italie avec un commandement plus aventureux. Au contraire, les Alliés remontent processionnellement la botte italienne en partant de la Sicile. Au printemps de 1944, ils sont bloqués au nord de Naples. Il est clair qu'il faut disposer de troupes plus rustiques que seule l'armée française peut fournir. Les Alliés font appel à l'armée d'Afrique qui, sous le commandement du général Juin, envoie un corps expéditionnaire de quatre divisions, la 1re D.F.L., formée des vétérans des campagnes de Libye et d'Ethiopie, la 3e division algérienne, en fait celle de Constantine, sous les ordres du général de Monsabert, et deux divisions marocaines.

La " furia francese "

La campagne d'Italie demeure un souvenir inoubliable pour tous ceux qui y ont participé. L'armée d'Afrique, amalgame de cadres de métier, de pieds-noirs et de musulmans, y a montré ce dont elle était capable. La *furia francese* fut égale à sa réputation (c'est ainsi que, sur le Garigliano, une offensive de nuit sans préparation d'artillerie ayant complètement échoué, l'offensive fut reprise avec succès

L'adjudant Ben Bella


Holmès Lebel

Ben Bella est un pur Arabe — ce qui est assez rare en Algérie — né le 25 juin 1916, à Marnia, près de la frontière marocaine.

Chez ses parents, petits commerçants, on ne parlait guère de politique, ou seulement quand on évoquait fugitivement certains épisodes de la vie de l'émir Abd el-Kader.

Comme des milliers de gosses en Algérie, la passion du petit Ahmed, c'était de taper du pied dans un ballon rond. Lorsque, plus tard, il séjourna deux ans à Marseille, il fut, dit-on, l'un des meilleurs joueurs de l'Olympique.

Il choisit la carrière militaire et fut très bien noté par ses chefs qui estimaient qu'il était un « bon Arabe ».

Adjudant des tabors au 14ᵉ R.T.A., il participe à toutes les campagnes de France et d'Italie. Il s'illustre particulièrement à Cassino. Plusieurs citations viennent l'en récompenser. Ce n'est plus un « bon Arabe », c'est un « excellent Arabe ». Mais...

Mais les événements du 8 mai 1945 à Sétif, le bouleversent. Virage à 180° : il entre au P.P.A.-M.T.L.D. Puis il est promu responsable de l'Organisation spéciale (O.S.) pour l'Oranie.

Il est arrêté à son tour et condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le 16 mars 1952 il s'évade de la prison de Blida et réussit à gagner Le Caire. Membre de la délégation extérieure, il prépare la révolution.

Il parvint à séduire d'autres membres du C.R.U.A. (Bitat et Khider), mais surtout il plaisait aux autres responsables et aux militants de base. Toute sa popularité et toute sa carrière furent fondées sur sa gentillesse et son sens des relations humaines. Sa mémoire lui permettait de citer de nombreux détails qui flattaient ses interlocuteurs.

Après le « Congrès de la Soummam », Abane écrit personnellement une lettre à Ben Bella : « C'est irrévocable, il est logique que l'extérieur soit l'accessoire de l'intérieur. Il est impossible de diriger l'action de l'extérieur. L'intérieur doit entrainer l'extérieur parce que celui-là a une meilleure vue d'ensemble de la révolution... »

En volant vers Tunis, le 22 octobre 1956, il songeait aux moyens de redorer son blason terni par cette « maudite Soummam » et par ce *chitane* (diable) d'Abane Ramdane. L'arraisonnement de l'avion interrompit ses projets.

Mais que la lutte fut longue, sinueuse et mouvementée pour Ben Bella !...

"venus des colonies pour sauver la patrie"

le lendemain *avec les mêmes troupes...*). Mais le corps expéditionnaire avait aussi démontré la science militaire de ses chefs ainsi que le coup d'œil et le sens tactique des exécutants. C'était le plan français de Juin qui avait fini par prévaloir et c'était l'action des troupes de Juin qui avait permis la victoire. C'est-à-dire la libération de Rome et l'exploitation jusqu'à Florence. Nos alliés furent obligés de reconnaître que l'armée française avait reconquis ses lettres de noblesse. La progression, à pied et en montagne, dépassait 350 kilomètres et nous avions perdu 24 000 hommes sur un effectif total de 100 000, dont plus de 8 000 tués. 1940 était maintenant exorcisé.

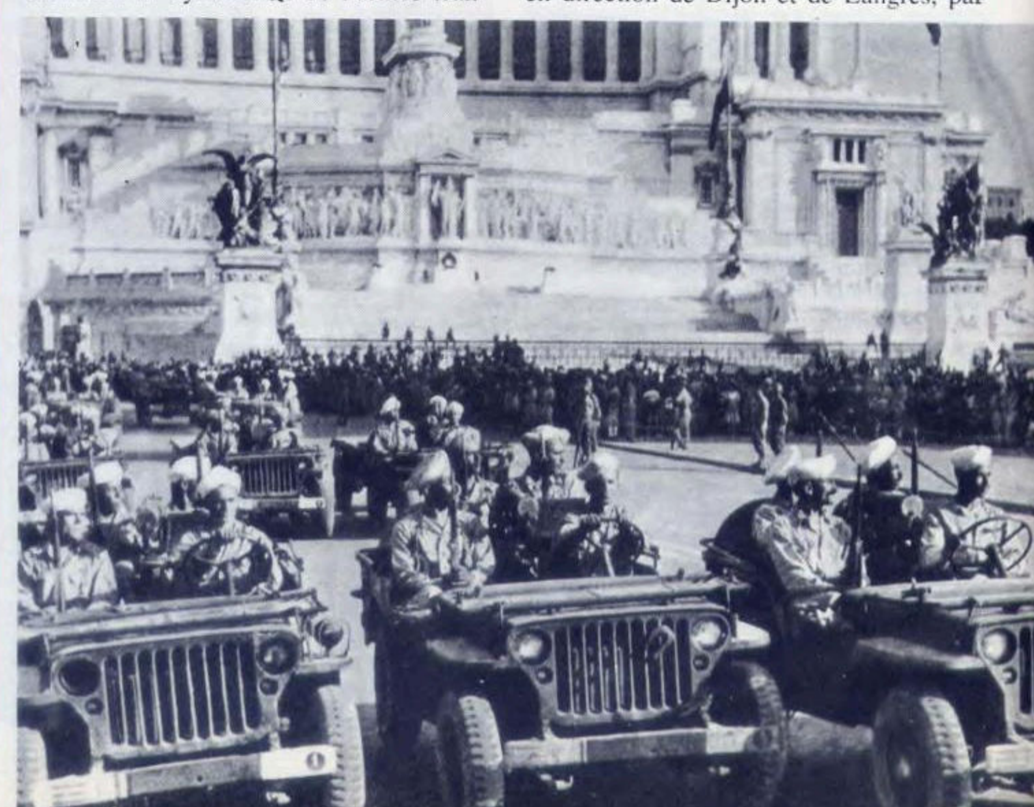
L'armée d'Afrique découvre la France

En août 1944, l'armée d'Afrique, cette fois sous les ordres du général de Lattre, débarque sur les côtes de Provence pour prêter main-forte aux forces alliées, débarquées deux mois plus tôt en Normandie.


Roger Viollet

L'armée française débarque par échelons successifs, dont le premier n'est que de 16 000 hommes. La libération de Toulon et de Marseille que les Allemands défendent en force incombe à l'armée française, qui doit remplir cette mission en un mois après renforcement par les débarquements successifs. C'est mal connaître le dynamisme de l'armée française et de son chef : de Lattre enlève Toulon et Marseille simultanément en treize jours, avec son seul premier échelon, conquiert toute la côte jusqu'à Salon, anéantit deux divisions allemandes et fait 37 000 prisonniers. La route du Nord est ouverte.

Alors commence une poursuite ardente en direction de Dijon et de Langres, par





◄ Avant l'Italie, la Corse, en septembre 1943. A Ajaccio, les civils virent débarquer ces tabors au regard sauvage, au pas silencieux, aux cris gutturaux, encadrés par de jeunes officiers qui parlaient leur langue comme s'ils étaient frères.

Deux généraux assis dans la nature, l'un en bonnet de police, l'autre en béret basque ; l'un avec son gros cache-nez, l'autre avec sa musette en bandoulière. Ce sont Monsabert *(à gauche)* et Juin, suivant les effets du bombardement de Cassino, en Italie... ▼

E.C.A.

une véritable chevauchée de 700 kilomètres couverts en deux semaines, raflant en route de nombreux prisonniers, tandis que les villes libérées saluent les vainqueurs.

Mais la France que l'armée d'Afrique découvre est très différente de celle qu'elle imaginait. L'occupation et la politique de collaboration ont créé des haines inexpiables. La libération entraîne un peu partout une véritable révolution, que font de nombreux F.F.I. grossis des ouvriers de la onzième heure. Mais nos troupes, surmenées, ne font que passer et n'ont guère le temps de penser à autre chose qu'à l'ennemi. Il n'y a pas d'incidents entre l'armée d'Afrique et les F.F.I. Bien plus, souvent, des éléments F.F.I. qui ont participé au combat aux côtés de nos troupes s'incorporent à elles.

De la Méditerranée aux Vosges, l'aspect de l'armée de la Libération se transforme profondément. Au débarquement, c'était l'armée d'Afrique, avec ses soldats chevronnés, ses pieds-noirs et ses Algériens ou Marocains. En Alsace, cette armée incorpore plus de 100 000 F.F.I.,

---

◄ Pour l'armée d'Afrique, l'Italie, ce fut l'épopée marquée par la victoire du Garigliano, qui devait conduire le corps expéditionnaire français à Sienne après avoir défilé à Rome. Elle devait participer ensuite au débarquement en Provence et terminer sa campagne à Berchtesgaden, en Bavière.

◄ **Honneur suprême : pour le défilé de la Victoire, l'armée d'Afrique passe sous l'Arc de Triomphe. Les tirailleurs (1er R.T.M.), leur nouba et leur mascotte, en tête, une petite chèvre impassible.**

une armée superbe qui a sombré avec l'empire

qui gonflent les effectifs et remplacent les pertes. Elle devient ainsi l'armée de la France combattante.

Entre-temps, il lui a fallu livrer des combats très durs : la bataille des Vosges, dans la neige et le froid ; la rupture du front allemand au sud de Belfort, par une terrible tempête de neige ; le forcement de la trouée de Belfort et l'entrée en Alsace ; la libération de Mulhouse et de Strasbourg. Les prisonniers se comptent par dizaines de mille — nos pertes aussi, et le front se stabilise une fois de plus.

En décembre, les Allemands tentent une dernière offensive dans l'Ardenne. Elle échoue. Mais l'armée française doit subir les assauts allemands qui s'efforcent de reprendre l'Alsace. Aussi, en janvier, décision est prise de liquider toute résistance allemande sur le sol français. C'est la terrible bataille d'hiver de Colmar, qui permet de libérer la ville et de faire 20 000 prisonniers. Il reste maintenant à porter la guerre en Allemagne.

La campagne d'Allemagne débute par une action dans le Palatinat, vers Spire. Elle se poursuit par un franchissement de vive force du Rhin entre Spire et Germersheim, puis par une exploitation en direction de Stuttgart et de Karlsruhe. Certes, l'Allemagne est vaincue, mais ses soldats continuent à se battre généralement fort bien. Or l'armée française, qui est censée, par les plans alliés, tenir un *front passif* dont l'étendue est du tiers du front occidental, ne dispose que de 6 divisions, alors que nos alliés ont 52 divisions sur les deux autres tiers ! Cependant, les résultats obtenus par elles sont foudroyants : deux corps d'armée allemands sont encerclés, laissant entre nos mains 45 000 prisonniers et des centaines de canons. Stuttgart, Ulm, Constance sont atteints, la frontière autrichienne du Vorarlberg est franchie. Le 5 mai, la XIXe armée allemande capitule à Innsbruck ; la victoire française est complète.

Deux jeunes gradés : Ben Bella et Krim

Ainsi s'achève la magnifique épopée de l'armée d'Afrique, que sanctionne la présence à Berlin, pour la capitulation allemande, du général de Lattre, son commandant en chef. Les combattants français avaient pleinement conscience que cette victoire collective des Alliés était aussi la leur, parce qu'ils l'avaient méritée par leurs efforts, leur courage et leurs sacrifices. Tous les Lopez, les Mohamed, comme les Durand, étaient légitimement fiers de leur performance. Ils étaient amalgamés dans la rude fraternité de la guerre, où les vrais caractères sont placés en pleine lumière. C'est dans cette armée que Ben Bella gagna sa médaille militaire et son galon d'adjudant, que Krim Belkacem devint caporal-chef, que tant de modestes sous-officiers qui allaient devenir chefs d'Etat ou ministres de leur pays décolonisé gagnèrent leurs premiers galons. C'est elle aussi qui valut à de Lattre et à Juin leur bâton de maréchal.

Mais où sont les neiges d'antan ? Vingt-cinq ans après son épopée, l'armée d'Afrique a disparu avec l'empire qui était sa raison d'être. Tout s'est passé comme si le destin de l'armée d'Afrique eût été accompli le jour où la métropole fut libérée par elle, et qu'elle n'eût plus eu qu'à disparaître.

Nous ne reverrons plus ces magnifiques régiments de tirailleurs, de zouaves, ni les pittoresques cavaliers qu'étaient les spahis. Gardons-en la mémoire.

Ils ont joué un rôle capital à un moment décisif de notre histoire. 

Général BEAUFRE

CHRONOLOGIE — *Février 1955*

En France et dans le monde

FRANCE

3 : Louis Armand, président de la S.N.C.F.
3-5 : débats sur l'Afrique du Nord à l'Assemblée nationale.
5 : décrets contre l'alcoolisme.
6 : démission du cabinet Mendès-France après le vote de l'Assemblée nationale (319 voix contre, 273 pour).
Le président Coty demande à Antoine Pinay de résoudre la crise.
10 : après la renonciation de Pinay, appel à Pflimlin.
14 : Pflimlin se retire ; Christian Pineau pressenti.
18 : l'Assemblée nationale refuse sa confiance à Pineau ; Edgar Faure pressenti.
20 : réunion du mouvement Poujade au Vélodrome d'hiver.
23 : mort de Paul Claudel.
25 : investiture d'un gouvernement Edgar Faure (369 voix contre 210).

AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

13 : nouveau gouvernement Sabri Assali en Syrie.
15 : arrivée de Jacques Soustelle à Alger.
18 : Ben Gourion, ministre de la Défense d'Israël.
23 : Soustelle définit sa politique devant l'Assemblée algérienne.
24 : signature du pacte de Bagdad.
28 : engagement israélo-égyptien dans le secteur de Gaza.

ASIE

2 : accord indo-soviétique pour la construction d'une aciérie.
7 : référendum favorable au roi Norodom Sihanouk du Cambodge.
8 : les dernières unités viet-minh quittent le Sud-Vietnam.
9 : Jean Sainteny à Hanoi.
9 : service militaire obligatoire en Chine.
13 : la Chine occupe les îles Tachen, Yushan et Pishan.
14 : le Conseil de sécurité s'ajourne sans prendre de décision sur la question de Tai-Wan (Formose).
18 : le Japon revendique ses droits sur les îles Kouriles et le sud de Sakhaline.
19 : Eisenhower confirme à Bao-Daï l'intérêt des États-Unis pour le Sud-Vietnam.
23 : conférence de l'O.T.A.S.E. à Bangkok.
28 : succès des démocrates aux élections japonaises.
28 : première tranche de l'aide américaine au Sud-Vietnam (18 millions de dollars).

EUROPE

1er-8 : conférence des premiers ministres du Commonwealth à Londres.
8 : démission de Malenkov, président du Conseil de l'U.R.S.S. Le maréchal Boulganine lui succède.
9 : Joukov, ministre de la Défense d'U.R.S.S.
12 : traité commercial polono-yougoslave.
15-16 : incidents à la légation de Roumanie à Berne.
16-18 : entretiens anglo-italiens à Londres.
21-24 : grève des ouvriers du charbon et de l'acier en Sarre.
22 : libération de Mgr Kaczmarek, évêque de Kielce (Pologne).
27 : le Bundestag ratifie les accords de Paris.
28 : conférence des ministres des Affaires étrangères du pacte balkanique en Turquie.
28 : élections au Soviet suprême et aux soviets locaux de l'U.R.S.S.

LA SEMAINE PROCHAINE



DU MAQUIS A BANDOENG

Sommaire n° 200 :

- **La fuite en Égypte**
  Le Caire, première capitale du F.L.N., à l'époque où Ben Bella, évadé de la prison de Blida, préparait la révolution avec les maigres subsides du « grand frère » Nasser.

- **L'Algérie des seigneurs**
  De grands domaines, des fortunes opulentes. Celles de ces hommes, comme Borgeaud, sans lesquels il n'y a pas d'empire, mais par lesquels, inéluctablement, les empires sombrent.

- **Les soldats de l'an 55 !**
  Réduire le bastion de l'Aurès et poursuivre le quadrillage de la Kabylie : deux préoccupations du commandement. Mais les effectifs n'atteignent pas 80 000 hommes : la « répression limitée » attend sa définition.

- **« Le plan Soustelle. » Est-il déjà trop tard?**
  Les passions flambent autour du mot « intégration ». Les musulmans s'en détournent. Ils n'y croient pas. Les Européens s'en méfient. La France s'en inquiète.

- **Métropoles sahariennes**
  Des villes de silence et de foi. Les cinq villes qui, à elles seules, forment le M'Zab et qu'on appelle encore la Pentapole. Les plus vieilles villes d'Algérie.

NOTE DE LA RÉDACTION

1 - Dans les légendes des documents des pages 12, 13, 22, 63, les termes légionnaire ou parachutiste doivent être remplacés par *commandos marine*. La plupart de ces derniers étaient également brevetés parachutistes.
2 - Page 11 : au lieu de lieutenant Darnault, lire lieutenant Darneau.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. Directeur des périodiques : Georges MAZOYER.

Le Petit Journal

Le Petit Journal
CHAQUE JOUR — SIX PAGES — 5 CENTIMES
Le Supplément illustré
CHAQUE SEMAINE 5 CENTIMES

5 Centimes — SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ — 5 Centimes
Huit pages
L'AGRICULTURE MODERNE, 5 cent. —*— LA MODE du Petit Journal, 10 cent.

ABONNEMENTS

	SIX MOIS	UN AN
SEINE ET SEINE-ET-OISE	2 fr.	3 fr. 50
DÉPARTEMENTS........	2 fr.	4 fr.
ÉTRANGER............	2 50	5 fr.

Quatorzième année — DIMANCHE 14 JUIN 1903 — Numéro 656



DANS LE SUD ORANAIS
L'Agression de Figuig — Énergique répression

1903 : Figuig, oasis saharienne du Maroc à la frontière algéro-marocaine, était devenu le refuge de tous ceux qui combattaient l'influence française dans le Sud. Cinquante ans plus tard les unités de l'Armée de libération nationale trouveront aide et asile dans ce district lorsqu'elles seront pourchassées par l'armée française. Il deviendra un centre de trafic d'armes.